



LES DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE

N° 19

OCTOBRE 2016

Éditorial

La Pologne est-elle en train de retrouver les chemins de la raison, de prendre la mesure de ce qu'elle risque de perdre en termes de droits et de liberté ? On peut raisonnablement le penser au vu de la mobilisation réalisée autour du droit à l'avortement et, plus généralement, du droit des femmes. Les députés ont en effet rejeté le projet de loi qui visait à interdire totalement l'avortement alors même que l'accès à l'IVG en Pologne est, depuis 1993, l'un des plus restrictif en Europe. Il se limite aux cas d'une mise en danger de la mère ou du fœtus, de viol ou d'inceste. La partie n'était pourtant pas été gagnée d'avance ; il a fallu une mobilisation sans précédent de femmes et de hommes en Pologne – qui a pris les formes spectaculaires de manifestations et, surtout, d'une grève générale –, et également les nombreux soutiens institutionnels et individuels qui se sont exprimés partout dans le monde. C'est cette opposition déterminée et elle seule qui a permis de faire reculer le parti au pouvoir. Cette mobilisation dont les slogans étaient franchement féministes – « mon corps, mon droit » ou « mon corps m'appartient » – débouchera-t-elle sur un assouplissement du

droit à l'avortement, voire sur une dynamique démocratique plus large, plus offensive ? Il est trop tôt pour le dire mais le seul fait de poser la question est déjà une victoire. D'autant que le PiS a annoncé qu'une nouvelle loi sur l'IVG sera proposée prochainement et l'on doit s'attendre à ce qu'elle aille dans le même sens que la proposition rejetée. Vigilance, donc.

Les victoires, il faut les souligner, tellement elles se font rares et parfois mitigées. Après une campagne officielle xénophobe, le 2 octobre a eu lieu en Hongrie le référendum pour demander si les citoyens hongrois souhaitent que l'Union européenne puisse rendre obligatoire l'installation des quotas de réfugiés en Hongrie. Le « non » l'a largement emporté mais la faible participation invalide le résultat et la démarche elle-même, plaçant ainsi le gouvernement de Victor Orban dans une position délicate puisque son opposition avait appelé au boycott. Reste à continuer les mobilisations contre les discours xénophobes qui amalgament les réfugiés aux terroristes et l'Union européenne au déni de souveraineté.

E. T.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SOMMAIRE

Éditorial

..... p. 01

Actualité

De « bons changements » dans les médias polonais, par Danuta Stolecka..... p. 03

Ukraine : un « village Potemkine » pour des élus français en voyage organisé en Crimée,
par Kristina Biletska, Anna Garmash et Igor Reshetnyak..... p. 06

Dossier « Russie : héritages et continuités »

Anna Politkovskaya : le courage des mots, par Camille Coatalem-Serikoff p. 07

Temporalités et mutations du monde russe et post-soviétique.

Entretien avec Natalia Leclerc et Anne Le Huréou..... p. 09

Les étudiants africains en URSS/Russie : entre solidarité et racisme,
par Monique de Saint Martin, Grazia Scarfò Ghellab et Kamal Mellakh p. 12

L'enclave de Kaliningrad : une île russe au cœur de l'Europe et des tensions internationales,
par Camille Coatalem-Serikoff p. 14

Poutine et les coutures de l'histoire russe. Entretien avec Andreï Gratchev..... p. 18

Lire

La Russie entre peurs et défis..... p. 22

Histoire et mémoire dans l'espace postsoviétique : le passé qui encombre..... p. 23

Un camp de la mort nazi oublié en Biélorussie. Maly Trostenets..... p. 24

Équipe de rédaction : Camille Coatalem-Serikoff, Ewa Tartakowsky, Viviane Tourtet

*Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de la revue Gare de l'Est ainsi que les associations
Solidarité France Pologne et Ukraine Action.*

► Contribuer à la lettre « Les droits de l'Homme en Europe centrale et orientale »

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org,
en mentionnant en objet « Lettre Europe centrale et orientale ».

Actualité

« De bons changements » dans les médias polonais Rapport sur la situation du journalisme en Pologne

Par **Danuta Stolecka**, chargée de mission
à la Société des Journalistes (Pologne)

Cet article est publié
en coopération avec 

Depuis l'arrivée en 2015 au pouvoir du parti Droit et Justice PiS (Prawo i Sprawiedliwość), les médias en Pologne ont connu une série de mesures qui portent atteinte à l'indépendance et la liberté des médias et des journalistes polonais. La Lettre « Droits de l'Homme en Europe centrale et orientale » a décidé, en coopération avec l'Association Solidarité France Pologne, de rendre compte régulièrement de cette situation désastreuse. Voici un nouveau rapport sur ce « bon changement » (dobra zmiana) selon le slogan qui accompagne l'ensemble des réformes menées actuellement par le gouvernement.

Licenciements

Le 30 août, 187 personnes, (des journalistes licenciés, rétrogradés, et ceux qui ont démissionné) étaient inscrites sur la « liste des bons changements » dressée par la Société des Journalistes (Towarzystwo dziennikarskie)¹. Tous les directeurs des stations régionales des antennes publiques, radios et télévisions, ont été remplacés. Les membres de la direction de l'Agence de presse polonaise ont été licenciés. Ce sont, avant tout, les journalistes d'information qui ont perdu leur emploi. Une journaliste de la télévision de Lodz a été limogée pour avoir écrit des articles dans le quotidien Gazeta Wyborcza, alors qu'elle en écrivait depuis des années. Après la diffusion de deux films jugés anticatholiques par le Président de la télévision publique TVP, Jacek Kurski, trois personnes de cette chaîne ont été licenciées. Les programmes « *ne réalisant pas la mission idéologique* » comme sur le féminisme ou portant sur l'éducation sexuelle sont supprimés.

Cette liste des « bons changements » établie par la Société des Journalistes est devenue la source principale d'informations sur les licenciements dans les médias publics, elle sert souvent à la défense des médias indépendants.

Les nouvelles recrues

Les conseils de surveillance et les conseils d'administration des médias publics recrutent soit des personnes liées au parti au pouvoir, soit des connaissances des membres dirigeants du parti. Filip Frackowiak, vice-président de TV Polonia, était candidat du PiS à la Diète. Edward Kosmal, élu communal du PiS, est dorénavant président du conseil de surveillance de la radio de Szczecin. Le chef du « Panorama », programme d'information de TVP, a participé à la campagne électorale du ministre de la Science, Jaroslaw Gowin. Piotr Makuch, élu de longue date du PiS, a été nommé directeur du bureau exécutif de TVP. Un autre élu du PiS est membre du conseil de surveillance de la radio PiK de Bydgoszcz. L'ancien assistant de Beata Szydło, Radosław Włoszek, est aujourd'hui membre du conseil de surveillance de TVP.

Les journalistes licenciés sont remplacés par des journalistes venus des médias de droite, comme la chaîne catholique TV Trwam et TV Republika. Tous ces médias soutenaient le PiS depuis des années. Tous défendent également des opinions nationales-catholiques.

Ziemowit Piast Kossakowski qui, en 2014, était candidat du PiS au poste de conseiller municipal à Varsovie pour le quartier d'Ursynów, est devenu journaliste d'information de TVP. Auparavant, il animait une chaîne sur Youtube et était membre des jeunes du PiS. Voici en exemple un extrait de ses interventions publiques : « *je vais à la parade des pédés tourner un sujet marrant* » ou « *avec ton air de tarlouze, tu conviendrais parfaitement* ».

Le chef des programmes d'information de TVP est aujourd'hui David Wildstein, qui vient du quotidien conservateur Gazeta Polska Codziennie. Samuel Pereira, l'adjoint de Wildstein, en vient aussi, il a également travaillé pour TV Republika et le portail Niezależna.

Les programmes d'information de TVP relèvent de la propagande, comme la nouvelle

1. La liste est disponible à l'adresse : <http://towarzystwodziennikarskie.org/>.

émission Un nouveau succès du gouvernement (Kolejny sukces rządu). Les interventions de l'opposition sont présentées de manière unilatérale ou simplement ignorées. Les informations sur les activités du Comité pour la défense de la démocratie (KOD)² sont outrageusement partiales, le nombre de manifestants grossièrement abaissé par rapport aux évaluations des instituts indépendants. Les images sont aussi toujours manipulées. Les informations, par exemple, sur la participation aux manifestations sont illustrées par des plans de rues désertes. Les cérémonies religieuses occupent une grande place dans les sujets traités. Dernièrement, un terme a été mis à la collaboration avec le journaliste, Marcin Celinski, qui refusait de se voir imposer le thème de ses émissions et l'invitation d'autres commentateurs.

Les personnes invitées aux débats sont également des journalistes des médias de droite. Le présentateur du programme d'information le plus important de la télévision publique, Les Nouvelles (Wiadomości), est Marian Kowalski, un militant de diverses formations de la droite fascisante, depuis le Camp radical-national (Oboz Radykalno-Narodowy) en passant par l'Union de la politique réelle (Unia Polityki Realnej) et le Parti national (Stronnictwo Narodowe), et dernièrement leader du groupement Nationalistes RP (Narodowcy RP).

Autant Marian Kowalski peut, à la télévision publique, commenter proprement l'actualité, autant Jan Rulewski, l'un des dirigeants légendaires de Solidarité, interné et emprisonné après le 13 décembre 1981, invité par la chaîne publique, s'est fait dire par un participant à la discussion : *« vous devriez être aujourd'hui en prison, faites vos paquets et tirez-vous de Pologne, car on va bientôt venir vous chercher »*. Le journaliste, animateur du débat, n'a pas réagi et s'est même joint à l'attaque contre l'invité de l'émission.

Résultats d'audience

Ces derniers mois, les chaînes publiques, après leur reprise en mains par le parti dirigeant, ont enregistré des chutes sensibles de leur audience.

La première chaîne de la Radio polonaise a enregistré en mars-avril les plus mauvais résultats de l'histoire de son audience (chute de 9,8 % à 8,2 %). Simultanément, les radios commerciales voyaient leur taux d'écoute croître. L'audience de la troisième chaîne

a également chuté, dans une moindre mesure (de 8,1 % à 7,8 %). Rien que pour le mois de mai, Les Nouvelles de TVP ont perdu plus de 700 000 téléspectateurs, (elles étaient regardées par 2,6 millions de personnes). L'autre émission d'information de TVP, Téléexpress a perdu 505 000 téléspectateurs (elle en avait 2,2 millions). Les émissions d'information de la télévision publique enregistrent une baisse depuis cinq mois. Depuis quelques mois, les infos les plus regardées sont Les Faits (Fakty) de la télé privée TVN. C'est une première depuis l'apparition des chaînes commerciales en Pologne. Pour améliorer la situation, la direction de TVP a décidé de passer une série populaire juste avant Les Nouvelles, au moment où la concurrence diffuse des informations. Le changement de grille n'a pas eu l'effet attendu, l'audience continue de baisser.

L'émission de débats du soir Il importe d'en parler (Warto rozmawiać) de Jan Pospieszalski, le journaliste flèche de cette nouvelle émission, connu pour son manque d'objectivité et sa faculté à présenter la réalité de manière unilatérale, est regardée en moyenne par 693 000 téléspectateurs. TVP, à l'heure de cette émission, a perdu la bataille de l'audience avec toutes les autres chaînes concurrentes. Avant les « bons changements » à la même heure sur cette chaîne, l'émission de Tomasz Lis, licencié par le nouveau pouvoir en place, était regardée par 2,18 millions de personnes.

Les dirigeants de la télévision polonaise publique répondent aux informations sur la chute de popularité des programmes de TVP en tentant de contester l'honnêteté, la crédibilité et la compétence de l'Institut de sondages Nielsen qui mène des enquêtes pour TVP depuis des années. Le chef de TVP a exigé que l'Institut fournisse des informations complémentaires sur les personnes interrogées. Il y a même un journaliste des Nouvelles récemment recruté, issu évidemment des médias de droite et diplômé de l'école des médias du Père Rydzyk³, qui s'est intéressé au passé de la Présidente de l'Institut de sondages, Elzbieta Gorajewska. Le journaliste a laissé entendre que, dans la mesure où elle travaillait déjà dans un institut de sondages au temps de la Pologne Populaire, la crédibilité des enquêtes faites par son institut aujourd'hui *« pouvait être la même que celle des années 1980 »*. Dans le sillage de la chute de l'audience et des recettes d'abonnement, les recettes de publicité ont également diminué.

2. Voir l'article de l'Association Solidarité France Pologne, « Contre les dérives autoritaires en Pologne : la création du Comité de défense de la démocratie », Lettre « Les droits de l'Homme en Europe centrale et orientale », n°16, janvier 2016. URL : <http://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2016/01/Lettre-Europe-centrale-et-orientale-n%C2%B0-16-janvier-2016.pdf>.

3. Père Tadeusz Rydzyk est fondateur et directeur de la radio Radio Maryja ainsi que de la chaîne de télévision catholique Trwam. Les deux médias ont souvent été critiqués pour leur soutien infailible aux partis de droite, leurs propos s'inscrivant dans la promotion de l'identité nationale-catholique exclusive.

La nouvelle législation

Après l'adoption, au début de l'année, de lois qui ont permis de changer toutes les instances dirigeantes de la télévision et de la radio publiques polonaises, le pouvoir a commencé à élaborer de nouvelles lois pour les médias, tout en changeant maintes fois de plans et d'idées. Le premier projet de loi sur « les médias nationaux » – le glissement sémantique des médias publics aux médias nationaux étant significatif en soi-même – a été retiré quand il est apparu que les dispositions envisagées n'étaient pas conformes au droit européen. Il a donc été décidé de déposer une loi de transition sur le Conseil des médias nationaux. Elle prévoit que le Conseil compte cinq membres désignés pour six ans, trois par la Diète, deux par le Président parmi les candidats indiqués par l'opposition. Les députés du PiS ont rejeté les amendements de l'opposition appelant à désigner les membres du Conseil parmi les candidats signalés par les établissements d'enseignement supérieur et les associations d'artistes. Le Conseil des médias nationaux nommera les bureaux exécutifs et les conseils de surveillance des radios et des télévisions, jouera de son influence dans la nomination des directeurs de chaînes régionales. La Fondation Helsinki des droits de l'Homme, entre autres, a critiqué ce projet de loi, au titre que ce projet renforce le contrôle, par les politiciens, du fonctionnement et de la diffusion des médias publics et se construit comme outil politique dans le débat public. Le mode de désignation des membres du Conseil et le manque de procédures transparentes en la matière ne permettent pas d'assurer le pluralisme et l'indépendance de cet organe. De plus, les compétences des personnes désignées ne sont pas précisées, ni l'interdiction d'appartenir à un parti politique, ni celle d'occuper un poste de député ou de sénateur. Ce projet affaiblit la position du conseil national de la Radio et de la Télévision, en tant qu'organe constitutionnel de surveillance des médias.

Le président Duda a signé le 27 juin cette loi de transition, adoptée en urgence sans consultations sociales. Le Conseil des médias nationaux a été institué, les médias nationaux vont donc pouvoir être créés.

Les nouveaux médias

De l'autre côté de la scène politique est apparu un nouveau phénomène : la création de médias indépendants qui, par principe, doivent être financés par les lecteurs et les collectes publiques. Cela rappelle les médias « insoumis » (media « niepokorne »), ceux que la droite a créés ces dernières années, sur la base de dons également.

Medium Public (Medium publiczne) est la première radio Internet créée à la fin de l'année 2015. Les fondateurs de la radio la présentent

comme « *un mouvement anticipatif, une alternative aux médias qui, sous peu, vont lancer leur vision du monde allant contre le progrès* ». Elle est créée par des journalistes, mais aussi des militants et des acteurs sociaux. Ils veulent expliquer aux auditeurs le monde, plus précisément les mécanismes du monde global, veulent que la radio Medium Public soit la voix de la société civile, lancent des débats sur les questions sociales. Cette radio cherche à prendre ses distances à l'égard des partis et des programmes politiques, réclame un changement de société, la démocratisation. Elle soutient les mouvements sociaux et casse « *l'uniformité des médias du courant dominant* ».

La Fondation des journalistes a été créée pour faire fonctionner la radio qui se maintient grâce aux cotisations des auditeurs. Elle émet quelques heures par jour à partir de 18 heures.

Le KOD conçoit également ses propres médias. De nombreuses pages Internet régionales fonctionnent, presque chaque région peut se féliciter d'en avoir une, appelée à être aussi un site d'information et d'échange d'opinions. À la demande du KOD, les membres de la Société des journalistes vont animer des formations pour les créateurs de ces pages.

Le 4 juin, le portail koduj24.pl a été lancé. Il a été créé surtout par des journalistes licenciés des médias publics, qui travaillent bénévolement pour le KOD. Koduj24.pl veut être un lieu indépendant d'échange d'idées et d'opinions. Objectivité et pluralisme en sont les principes fondateurs. L'actualité politique, sociale et culturelle en sera la matière. Le portail continue de se développer, à l'automne, la radio Koduj24 sera lancée. Pour le fonctionnement et le développement du portail et des médias du KOD, une collecte publique est menée.

Le 15 juin, le service OKO.press a démarré. Il a été créé par des journalistes des journaux Gazeta Wyborcza et Polityka, de la télévision TVN et de la radio TOK FM. Son lancement a été financé par Agora, l'éditeur de l'hebdomadaire Polityka et des donateurs privés. OKO.press entend mener des enquêtes journalistiques, vérifier les informations qui circulent dans les débats publics et stimuler les discussions sur des sujets importants sur internet, les réseaux sociaux y compris. La rédaction du service a annoncé qu'elle se voulait un outil civique de contrôle du pouvoir actuel et de ceux à venir. Le fonctionnement du service doit être assuré par les dons des lecteurs et des lectrices. La Fondation le Centre du Contrôle Civique « OKO » (Fundacja Ośrodek Kontroli Obywatelskiej « Oko »), en est la société de production.

Autant de voix alternatives dans un paysage médiatique que l'on veut museler.

*Traduction du polonais par Anne Duruflé
(Association Solidarité France Pologne)*

Ukraine : un « village Potemkine » pour des élus français en voyage organisé en Crimée

Par **Kristina Biletska, Anna Garmash et Igor Reshetnyak**

Cet article est publié en coopération avec



Lors de la dernière session de l'Assemblée Parlementaire de l'OSCE, le Sénateur Pozzo di Borgo a eu du mal à retenir son agacement, en twittant : « *Ces Ukrainiens polluent toutes les réunions en mettant en avant leur problème.* » Lorsque l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe étudiait le rapport sur les personnes capturées pendant la guerre en Ukraine¹, ni le sénateur Pozzo di Borgo, ni le député Thierry Mariani ne se trouvaient dans la salle – ni, par ailleurs, aucun autre parlementaire français. Loin d'être impartiaux sur la question de l'agression russe en Ukraine, ces élus français ont décidé de se rendre de nouveau en Crimée du 29 juillet au 7 août 2016. Sur la péninsule, jadis sous contrôle ukrainien, ils étaient sûrs de ne pas être dérangés par des Ukrainiens avec « leur problème », car le voyage « tout-compris » fut co-organisé par Léonide Sloutski, le député du parti ultranationaliste russe LDPR.

En effet, un des héritages de l'Empire russe, qui a été préservé avec succès par l'URSS et par la Russie moderne est celui des voyages organisés, les célèbres « villages Potemkine ».

Pourtant, ce que les parlementaires français ont choisi de ne pas voir, saute aux yeux. L'annexion de la Crimée par la Russie a d'abord entraîné la fermeture des médias ukrainiens et tatars. En effet, dès la veille du référendum falsifié du 16 mars 2014 sur la sortie de la Crimée de l'Ukraine, la diffusion de toutes les chaînes télé et radio publiques ukrainiennes a été arrêtée. Le 1^{er} avril 2015, la seule chaîne télé des Tatars de Crimée ATR a cessé définitivement d'émettre². Toutes ses demandes de renouvellement de licence ont été refusées par les nouvelles « autorités » de la péninsule.

La démonstration de force dans l'espace médiatique ne s'est pas arrêtée à une simple exclusion des chaînes « indésirables ». Une série de répressions visant à faire taire des journalistes criméens a suivi. Et il ne s'agit pas

seulement du durcissement des conditions de leur travail, comme des règles drastiques pour obtenir une accréditation, ou encore, le contrôle et la censure systématiques des enregistrements audio et vidéo. Des intimidations, des perquisitions au domicile et des arrestations de journalistes n'ont cessé depuis l'arrivée du régime de Kremlin en Crimée. Ainsi, un des opérateurs de l'ATR, Eskender Nabiyeu, a été condamné à deux ans et demi avec sursis pour avoir couvert les manifestations contre l'occupation russe le 26 février 2014, inculpé d'avoir participé aux émeutes de masse³. Depuis l'instauration de la responsabilité pénale pour l'incitation au séparatisme, le 9 mai 2014, plusieurs journalistes ont été mis en examen et risquent cinq ans de prison ferme. Parmi eux, un journaliste criméen de premier plan, Mykola Séména, 76 ans, s'est vu accusé en avril 2016 de l'incitation au séparatisme dans un article qu'il n'a pas écrit⁴.

La « justice » russe fait preuve de beaucoup d'imagination pour faire taire toute voix dissidente. Ainsi Alexandre Kostenko a été condamné pour avoir, selon l'accusation, agressé un policier ukrainien à Kyiv⁵. Il est difficile d'envisager comment cette affaire pourrait relever de la compétence d'un tribunal russe, indépendamment de son caractère fabriqué. Les tortures sont également un outil de choix pour obtenir des preuves, comme en témoigne Gennadiy Afanassiev, aujourd'hui libéré, alors que ses « complices », Sentsov, Koltcheko et Tchirni sont toujours en prison.

La répression a aussi durement touché la communauté des Tatars de Crimée : l'interdiction de leur Assemblée (le « Medjlis »), l'exil forcé de leurs leaders Moustafa Djemilev et Refat Tchoubarov, l'arrestation des activistes politiques, notamment celle d'Akhtem Chiyyoz, et la nomination par le haut de nouveaux représentants en témoignent.

Officiellement, Vladimir Poutine, parle de réhabilitation de Tatars. Dans les faits, la politique historique russe réhabilite surtout Joseph Staline, y compris en Crimée, avec l'installation d'une plaque mémorielle⁶ et d'un monument⁷. Un autre exemple de ce type de politique : suite à la victoire de la chanteuse tatar Jamala à l'Eurovision (sa chanson portait

1. URL: <http://assembly.coe.int/nw/xml/Votes/DB-VotesResults-FR.asp?VoteID=36040&DocID=15816&MemberID=&Sort=2>.

2. Voir, entre autres, l'article d'Isabelle Mandraud, « La télévision des Tatars de Crimée a cessé d'émettre », *Le Monde*, le 30 mars 2015, URL: http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/03/30/la-television-des-tatars-de-crimée-doit-cesser-d-emettre_4605376_3214.html.

3. URL: <http://khpg.org/en/index.php?id=1444859043>.

4. <http://khpg.org/en/index.php?id=1468071633>.

5. <http://www.bbc.com/news/world-europe-32751806>.

6. <http://khpg.org/en/index.php?id=1403486965>.

7. <https://www.yahoo.com/news/russia-unveils-controversial-big-three-monument-crimea-191012665.html>.

sur la déportation des Tatares de Crimée en 1944), l'Ambassade de la Russie à Paris a diffusé un article justifiant la déportation des Tatares⁸.

Le Kremlin n'essaie pas non plus de dissimuler tous les biens volés à l'État ukrainien, en les mettant ostensiblement en avant. Pendant l'invasion de la Crimée, les soldats russes se sont emparés d'une grande partie de la flotte ukrainienne, dont une partie participera certainement aux festivités à Sébastopol auxquelles des députés français comptent assister. Les vins de réserve de Massandra qui leur seront sans doute servis, vins qui font partie de l'héritage national ukrainien et produits par une entreprise d'État du même nom, « nationalisée » depuis par les forces d'occupation. L'ambassade de Russie avait, par ailleurs, déjà utilisé la poste diplomatique pour en envoyer à une réception en France.

Le fléau de la « nationalisation » sous le contrôle des hommes verts n'a pas épargné Tchornomornaftogaz, société d'extraction d'hydrocarbures en mer Noire et filiale de l'entreprise énergétique d'État ukrainien Naftogaz⁹. Dans un premier temps, la Russie a transporté des plateformes de forage dérobées à l'Ukraine dans ses eaux territoriales. Mais aujourd'hui, la Russie est allée plus loin en procédant à l'extraction du gaz dans les eaux territoriales de l'Ukraine, au large des côtes

de l'oblast d'Odessa. La violation des frontières et du droit maritime se concrétise également avec la construction d'un pont entre la Russie et la Crimée.

Ce n'est pas la première fois que la situation en Crimée a été délibérément ignorée par les politiques français. Aux précédents voyages dans la péninsule par ces mêmes parlementaires et à la présence d'Aymeric Chauprade, conseiller spécial de Marine Le Pen pour les relations internationales en tant qu'observateur lors du référendum contesté, s'ajoutent les résolutions de l'Assemblée Nationale et du Sénat votées le 28 avril et le 8 juin respectivement. L'objectif de ces documents est d'appeler à une levée des sanctions contre la Russie, alors qu'elles ont été mises en place suite à l'annexion de la Crimée, dont le sort n'a cessé d'empirer. Une publication par un groupe de douze députés européens, avec en tête Rachida Dati, va dans le même sens¹⁰. De nombreuses autres personnalités politiques, dont Nicolas Sarkozy, ont exprimé leur soutien à la Russie dans le contexte d'une prochaine visite de Vladimir Poutine à Paris planifiée initialement les 18 et le 19 octobre de cette année et leur opposition à un vote sur le prolongement des sanctions contre la Russie prévu en janvier 2017.

À nous de rester vigilants et de continuer le combat pour les droits et les libertés en Crimée.

Dossier « Russie : héritages et continuités »

Anna Politkovskaïa : le courage des mots

Par Camille Coatalem-Serikoff

Elle défia Vladimir Poutine et son système. Elle s'appelait Anna Politkovskaïa. Journaliste à la *Novaya Gazeta*, journal indépendant russe, elle sera connue dans le monde entier pour ses reportages et ses articles dénonçant les exactions russes en Tchétchénie, la violence dans l'armée, la corruption et les mensonges des autorités¹. Du courage autant que des mots qui lui valurent un tragique assassinat le 7 octobre 2006. Son exigence de justice et de vérité ont fait d'elle une figure de l'opposition en Russie et

une des grandes consciences du début du XXI^e siècle. L'occasion pour nous, en ce dixième anniversaire, de revenir sur son destin.

En 1994, la Tchétchénie, cette république du nord Caucase, grande comme deux fois la Corse, entre la Mer Noire et la Mer Caspienne, est frappée par une guerre d'indépendance. Cette guerre se transformera en génocide et durera quinze ans, quinze ans de combats et de violences (deux guerres suivies d'une opération antiterroriste menée par Moscou contre les séparatistes). Anna Politkovskaïa sera l'une des rares journalistes à s'y intéresser et à aller sur le terrain pour raconter le martyre de la population, écouter et relater la vie de ces gens arrachés à leurs maisons et qui n'y reviendront jamais. Elle décrit le destin de

8. <https://twitter.com/ambruspresse/status/733345129507983361>.

9. <http://www.leparisien.fr/flash-actualite-economie/l-ukraine-privee-de-crimée-et-du-gaz-de-la-mer-noire-20-03-2014-3690741.php>.

10. <http://www.independent.co.uk/voices/to-prevent-terrorism-we-must-lift-eu-sanctions-against-russia-a7077856.html>.

ces milliers de réfugiés entassés dans les camps situés sur la frontière de l'Ingouchie voisine, et dénonce les violations des droits de l'Homme que le Kremlin ne souhaitait pas ébruiter².

Elle se rendra une quarantaine de fois en Tchétchénie. Viols, torture, disparitions, exécutions sommaires, règne de l'arbitraire, tel est le quotidien durant les deux guerres (1994-1996 et 1999-2000). Une ultra-violence que Politkovskaïa finira par qualifier de « syndrome tchétchène »³. Peu à peu, elle deviendra une enquêtrice majeure mais aussi un ennemi du régime, mettant le pouvoir face à ses responsabilités. Ses articles feront date. Mieux, ils marqueront une partie de l'opinion publique russe et internationale. A sa façon, elle deviendra un exemple et une « voix » – pour preuve, lors de la prise d'otages à Moscou d'un théâtre en octobre 2002 par 41 Tchétchènes, c'est elle qui sera appelée pour négocier avec les terroristes. En vain, comme elle le racontera dans son livre *Tchétchénie, le déshonneur russe*.

Anna Politkovskaïa dénonçait aussi la Russie contemporaine, la Russie selon Poutine⁴. Celle « où le citoyen russe n'est rien, seulement un grain de poussière, un grain de sable, une graine de pavot, qui n'a même pas le droit d'être protégé par son propre gouvernement »⁵. Elle expliquait comment la Russie était devenue une société gangrénée à plusieurs niveaux ; une armée rongée par l'anarchie militaire, un esprit chauvin au sein de l'appareil gouvernemental, qui se fait passer pour du patriotisme, une rhétorique effrénée de l'État fort, mais aussi un racisme anti-tchétchène, officiel et populaire.

Sa vie avait déjà été menacée à plusieurs reprises, enlevée en 2001 en Tchétchénie, séquestrée durant 48 heures, elle restait une insoumise malgré tout. Assassinée le 7 octobre 2006 dans le hall de son immeuble, aujourd'hui, dix ans après les faits, des doutes planent toujours sur l'identité du commanditaire.

En guise de consolation, il nous reste ses articles, ses reportages, plusieurs livres, tous témoins d'une Russie passée qui trouvent écho aujourd'hui. En effet, pour la journaliste, la

guerre en Tchétchénie était la Russie de demain. Comme un effet boomerang, celle-ci a gangréné toute la Russie et cela est en train de se reproduire en Ukraine. La guerre civile qui s'y déroule crée un fossé qui s'agrandit de jour en jour, divisant un peu plus les Russes et les Ukrainiens.

Le travail d'Anna Politkovskaïa nous permet de mieux comprendre la Russie contemporaine, d'en saisir ses mécanismes, mais il a permis aussi de mettre un éclairage certain sur la guerre de Tchétchénie qui a été totalement ignorée par la communauté internationale. La journaliste nous aura aussi enseigné que la liberté est un long travail, surtout dans la Russie de Vladimir Poutine.



À l'occasion du dixième anniversaire de la mort d'Anna Politkovskaïa, et avec le soutien de la Mairie de Paris, Amnesty International France, la FIDH, la LDH, Reporters sans frontières et l'association Russie-Libertés ont rendu hommage à Anna Politkovskaïa, le 7 octobre dernier, lors d'un événement de débats autour de l'état de la liberté d'expression en Russie, et plus largement en Europe.

1. France inter, émission « Affaires sensibles », Fabrice Drouelle, « Anna Politkovskaïa, la journaliste qui défiait Poutine », le 2 septembre 2015.

2. *Ibid.*

3. Anna Politkovskaïa, *Tchétchénie le déshonneur russe*, Folio Documents, 2003.

4. Référence au livre d'Anna Politkovskaïa, *La Russie selon Poutine*, Buchet Chastel, 2005.

5. Anna Politkovskaïa, *Tchétchénie le déshonneur russe*, Folio Documents, 2005, p. 244.

Temporalités et mutations du monde russe et post-soviétique

Entretien avec **Natalia Leclerc** et **Anne Le Huérou**, co-directrices du dossier « Temporalités et mutations du monde russe et post-soviétique » de la revue *Temporalités* (n° 22, 2015).

Propos recueillis par **Ewa Tartakowsky**



Natalia Leclerc, docteur en littérature comparée, PRAG à l'université de Bretagne occidentale, associée à l'EA 4249 HCTI (Héritages et Constructions dans le Texte et l'Image), s'intéresse plus particulièrement aux rapports entre arts et pouvoir, de la Russie impériale à la Russie contemporaine, et étudie plus particulièrement les écrits non-fictionnels (mémoires, correspondances, journaux, entretiens) des écrivains de l'époque soviétique (Akhmatova, Tsvetaeva, N. Mandelstam, Pasternak, etc.). Elle est membre du comité de rédaction de *Temporalités*.

Anne Le Huérou est sociologue, maître de conférences à l'Université Paris-Ouest-Nanterre où elle enseigne la civilisation russe contemporaine. Rattachée à l'Institut des Sciences Sociales du Politique et associée au CEREC, elle mène actuellement des recherches sur les violences policières et les mobilisations sociales face à ce phénomène ainsi que sur les conséquences et les transformations du conflit tchéchène en Russie et au-delà, dans le cadre notamment du projet européen CASCADE (Exploring the Security-Democracy Nexus in the Caucasus : <http://www.cascade-caucasus.eu>).

Le dernier numéro de la revue *Temporalités* s'intéresse aux régimes d'historicités dans les pays de l'ex-URSS. Est-il possible de distinguer les étapes, les moments-clés qui jalonnent cette historicité soviétique contemporaine ? Et pourquoi est-il pertinent d'en dresser le bilan aujourd'hui ?

Natalia Leclerc : La notion de régime d'historicité, conçue et diffusée par François Hartog, renvoie aux rapports qu'une société entretient avec les catégories du passé, du présent et de l'avenir, non du point de vue du contenu de ces époques, mais bien du point de vue des catégories en question. Le numéro 22 de la revue *Temporalités* discute en effet de

manière transversale cette notion, et s'intéresse plus spécifiquement à la catégorie du passé récent. Vingt-cinq ans après la chute de l'URSS, la prise de distance est possible sur cet événement et sur la décennie qui a suivi. Les années 1990 peuvent être examinées avec recul tout en ayant accès au témoignage des individus les ayant traversées. Plusieurs articles approfondissent aussi le rapport au présent à la lumière de cette « rupture » de 1991, revue avec beaucoup plus de nuances aujourd'hui.

Cette question est aussi très présente dans l'ouvrage désormais classique d'Alexis Yurchak sur l'Union soviétique tardive *Everything was for ever until it was no more* analysé dans le numéro.

L'année prochaine, en 2017, les commémorations de la Révolution russe seront l'occasion de revenir, au-delà de l'événement, sur ces régimes d'historicité¹, la notion même de révolution se prêtant particulièrement au travail sur le présent et l'avenir. On peut aussi évoquer la question de l'historiographie relative au XX^e siècle : au plan de l'histoire savante, de la recherche, comme au plan de l'enseignement de l'histoire dans les établissements scolaires, l'approche de ce siècle a évolué et montre une attention accrue à des questions transversales, thématiques : on va par exemple étudier « les totalitarismes du XX^e siècle » et non plus étudier en détail la chronologie des faits.

L'examen des différentes temporalités se déployant simultanément et parfois de manière concurrente souligne les limites d'une approche chronologique stricte, qui vient imposer une cadence mécanique, celle de la flèche linéaire du temps, sur une diversité de temporalités humaines et sociales dont il s'agit de restituer la complexité.

Quelle est l'importance du *path dependence* – c'est-à-dire du « poids des choix effectués dans le passé et celui des institutions politiques sur les décisions présentes » selon la définition de Bruno Palier – dans la Russie actuelle ?

Anne Le Huérou : Si la chute de l'URSS a ouvert sur l'espoir d'une nouvelle ère, comme la révolution en son temps, et comme toute mutation de cette ampleur, il est difficile de concevoir et de mettre en œuvre une nouveauté absolue, ne serait-ce que parce que les individus restent et continuent à vivre, parfois comme avant, malgré le changement : ils continuent à exercer leur métier, ils poursuivent leurs pratiques culturelles par exemple. La notion de *path dependence*

1. Voir par exemple une conférence sur les trajectoires de 1917, ses échos dans le temps et dans l'espace.
URL : <http://www.cercec.fr/trajectoires-octobre-1917.html>.

permet donc d'étudier avec nuance les modifications apportées par un changement de régime, tempérant la radicalité de ce dernier. Elle permet aussi de souligner la pérennité des institutions malgré des changements annoncés de politiques : que se passe-t-il concrètement dans une usine privatisée au début des années 1990 lorsque son ancien directeur devient le nouveau « patron » en charge de mener son entreprise vers « l'économie de marché » ? Que se passe-t-il dans une institution carcérale pour laquelle on va adopter des statuts que l'on veut conformes aux principes des droits de l'homme vers lesquels tend la Russie en conservant une hiérarchie et un personnel formés pendant la période soviétique ? Toutefois, la *path dependence* ne conduit pas non plus à nier toute possibilité d'évolution pour les sociétés humaines, et il serait faux de la réduire à un déterminisme culturel et historique.

L'intérêt de l'approche par les temporalités est de mettre en évidence la multiplicité des facteurs et des données, d'évaluer celles qui continuent comme avant malgré le changement de régime, celles qui sont au contraire affectées par ce changement, et selon quelle échelle. Face à un discours simplificateur sur le retour du passé ou la reduplication de l'histoire, souvent appliqué à l'histoire russe, la notion de temporalités multiples interdit tout retour au même. Malgré une permanence du poids de certains schémas institutionnels ou administratifs, les motifs de leur mise en œuvre, leur réception ou adhésion par les individus, le contexte économique et social sont différents, et c'est cette différence qui fait que la *path dependence* n'est en aucun cas une entrave à la liberté et à l'évolution des sociétés.

Selon János Kornai, l'Europe centrale et orientale a connu la « grande transformation », une transformation « totale et simultanée dans toutes les sphères de la société : l'économie, le système politique, l'idéologie, le système juridique et la stratification de la société ». En quoi la voie russe a-t-elle été différente ?

N. L. : En Russie, les transitions observées ont la particularité de ne pas avoir été simultanées et en tout cas beaucoup moins qu'en Europe centrale. La logique de *path dependence*, que nous venons d'évoquer, est justement ce qui permet de repérer les permanences structurelles fortes, les continuités institutionnelles, mais aussi les pratiques personnelles en vigueur avant la chute de l'URSS et qui se sont poursuivies après. En témoigne notamment l'absence de

renouvellement fort du personnel politique et des élites en général malgré le changement de régime. Or on assiste à un effet d'illusion, qui masque partiellement ces permanences et met en avant la radicalité de changements très rapides, voire accélérés, notamment au niveau macro-économique, mais aussi politique et idéologique. La transformation de la Russie au début des années 1990 a donc pu sembler radicale, à défaut d'être totale (mais il ne faut pas omettre les persistances ou les transformations plus lentes). À l'inverse et paradoxalement, un pays balte comme l'Estonie a subi des changements moins radicaux que pourrait le laisser penser sa marche rapide vers l'intégration européenne et atlantique, et les politiques de jeunesse montrent au contraire la permanence de conceptions émanant de l'ère soviétique.

La voie russe diffère également de la voie prise par plusieurs pays d'Europe orientale et centrale comme la RDA, la Pologne ou l'ex-Tchécoslovaquie en ce que ce pays n'a pas connu d'épuration, de lustration, ni de mise en accusation ou même de jugement symbolique de son passé. En 1953, l'URSS a manqué l'occasion d'avoir son tribunal de Nuremberg (dans ses Entretiens avec Anna Akhmatova, Lydia Tchoukovskaïa, à la date du 26 mars 1958, rapporte une discussion avec un ami historien, qui souligne toute l'ambiguïté de la déstalinisation²) et en 1991, la Russie n'a pas davantage évalué son passé.

Comment dans la Russie actuelle se tissent des logiques d'oppositions politiques et culturelles ? Renvoient-elles à des « télescopes » des références politiques aux temporalités différentes ?

A. L. H. : L'image du tissage est en effet très appropriée : l'opposition politique frontale est difficile, voire impossible dans un régime imprégné d'une logique plébiscitaire qui étouffe ou rend très complexe l'émergence et l'expression d'une opposition, qu'elle soit politique ou culturelle. La posture de dissident, qui a historiquement marqué le régime soviétique, semble retrouver une actualité à mesure que le régime se durcit. Cependant, toute une gamme de pratiques sociales et culturelles, politiques parfois même plus contraintes, s'est développée avant et depuis la fin du régime soviétique. Ces pratiques jouent avec des références au passé, font preuve d'invention, cherchent à contourner l'emprise institutionnelle et à rendre à l'individu une appropriation de son temps : voici encore une illustration de ces temporalités multiples

2. « Dans la voiture, à l'aller, Oksman a dit : "L'essentiel, c'est de savoir si le processus de déstalinisation débouchera sur un autre processus." [...] "Vous pensiez aux procès de Nuremberg ?" "Évidemment !" Je lui ai dit que j'y avais pensé, moi aussi. Ce qui me faisait peur, c'était le nombre des bourreaux et de leurs complices. Si on se met à les juger, comme l'exigerait la plus élémentaire justice humaine, ce seront des fleuves de larmes et de sang. Ils ont chacun une femme, des enfants. Ce seront à nouveau les queues devant les prisons, les guichets où l'on donne les renseignements, les colis, les transferts sous escorte, les cellules. Même si cette fois-ci ce n'était que justice. Non : quoi qu'il en soit, ce n'est pas pensable. Oksman dit qu'un procès de Nuremberg est indispensable, c'est une épuration nécessaire. Faute de quoi, il n'y aura pas de progrès possible. L'illégalité et l'arbitraire demeureront – au mieux dans une mesure moindre. » (Entretiens avec Anna Akhmatova, Albin Michel, 1980, p. 333).

que nous avons mises en avant dans le numéro. Bien sûr, des téléscopages sont inévitables, aussi bien dans le temps que dans l'espace comme peuvent en témoigner les emprunts complexes, parfois contre intuitifs à des concepts politiques occidentaux, celui de libéralisme par exemple. Les courants nationalistes quant à eux se tourneraient plutôt vers une représentation idéalisée du passé russe mais peuvent conjuguer cette vision passéiste avec une idéologie ancrée dans un avenir de puissance.

Plusieurs textes du dossier s'intéressent à la « construction d'une continuité par le récit ». Quelles sont les représentations dans ces constructions narratives ? Et quels sont ces « passés qui ne passent pas » dans la narration nationale du monde post-soviétique ?

N. L. : L'approche temporaliste, la prise en compte de la multiplicité des temporalités permettent une vision et une analyse nuancée et restituant la complexité du réel. Cette complexité est elle-même transmise, partagée, nécessairement, par un canal : le récit. Or le récit a une structure, une forme, il a ses propres lois qui ont assez de souplesse pour rendre justice au caractère protéiforme voire multiforme du réel, mais l'envisagent aussi comme un tout, une unité. Par le récit, on retrouve une continuité là où, dans le réel, on a ou on croit avoir une fragmentation. Il faut donc bien considérer le récit comme un outil de compréhension du réel, qui permet de faire émerger des continuités, des logiques dont on n'avait pas forcément conscience, face à ce que l'on pouvait considérer comme une rupture ou une incohérence. Il permet toutefois aussi de créer des continuités a posteriori, de les construire, y compris de manière frauduleuse. C'est la raison pour laquelle il convient d'être très attentif au récit, qui est à la fois un outil heuristique et un outil de fabrication d'artificialité.

Au niveau des individus, les récits de vie mettent en évidence des lignes de force, notamment culturelles, qui perdurent par-delà les changements de régime, de politique. Au niveau de la communauté, en revanche, l'exploitation de cette idée d'un « passé qui ne passe pas » correspond au second cas de figure qui se traduit aujourd'hui dans une très nette reconstruction de la figure de Staline comme héros, grand vainqueur de la Grande

guerre patriotique et au-delà comme figure positive. Les étalages des librairies se couvrent d'ouvrages du type « Staline ce héros », ou « Mon père, le grand Béria ». La cote de popularité de Staline a dépassé les 50 %. Cette offensive idéologique n'est pas sans rapport avec la manière dont l'Ukraine d'après Maïdan a été construite comme nouvelle « figure de l'ennemi », justifiant accusations de trahison et répressions contre les voix discordantes. De même, à l'approche du centenaire de la Révolution, les tentatives se multiplient pour « tirer » les interprétations dans un sens ou dans un autre, soit pour justifier par le récit un continuum de l'histoire russe, soit pour fustiger un épisode révolutionnaire trop radical que la remise en ordre par Staline serait venue clore. Ces interprétations sont à relier à la perception par les dirigeants d'un danger révolutionnaire dans la Russie du présent.

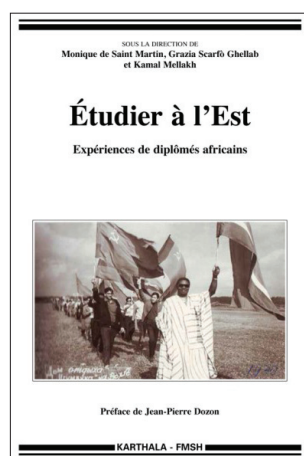
Ces tentatives – plus ou moins publiques, plus ou moins politiques – ont-elles des effets générationnels ? Que disent-elles plus généralement de la société russe actuelle ?

A. L. H. : Aujourd'hui en Russie, et singulièrement depuis l'annexion de la Crimée en mars 2014, le discours patriotique semble fonctionner comme un métarécit qui rencontre une adhésion très forte dans la plupart des couches de la population, y compris celles qui pouvaient manifester critique ou distance depuis le début des années Poutine. Il est intéressant de noter que les jeunes générations – qui n'ont donc naturellement pas connu la période stalinienne, que nous avons évoquée tout à l'heure – comptent de fervents admirateurs du Petit Père des peuples. Cette admiration est fondée sur une image construite a posteriori par le régime actuel et les outils qu'il a à sa disposition (notamment les séries télévisées de type « historique ») à destination de cette jeune génération.

Au-delà du mécanisme classique d'un discours destiné à faire oublier des difficultés économiques conjoncturelles et structurelles ou à justifier des offensives parfois hasardeuses en politique étrangère, il n'est pas facile de savoir, en l'absence d'espace public pluraliste, si cette consolidation autour de la puissance russe via un discours patriotique dans lequel le recours au récit historique est central, peut être durable et traverser les générations.

Les étudiants africains en URSS / Russie : entre solidarité et racisme

Par **Monique de Saint Martin**, directrice d'études à l'EHESS et à l'Institut de recherches interdisciplinaires sur les enjeux sociaux, **Grazia Scarfò Ghellab**, sociologue, professeure à l'École Hassania des Travaux publics (Casablanca), et **Kamal Mellakh**, enseignant-chercheur au Département de sociologie de la Faculté des Lettres et des Sciences humaines de Mohammeda de l'université Hassan II (Casablanca)



Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains, Monique de Saint Martin, Grazia Scarfò Ghellab et Kamal Mellakh (dir.), Paris, Karthala, 2015.

Dans les années 1960-1990, les étudiants africains sont partis en grand nombre étudier en Union soviétique et dans les autres pays de l'ancien bloc socialiste, y compris Cuba. Il ne s'agissait cependant pas d'un intérêt subit et nouveau. Dès 1921, avait été créée l'Université communiste pour les travailleurs d'Orient (KUTV) qui accueillit parmi ses premiers étudiants, Bankole Awoonor-Renner du Ghana et Wallace-Johnson du Sierra-Léone¹. Les étudiants de cette université jouèrent un rôle prépondérant dans la diffusion du marxisme en Afrique anglophone et lors des campagnes anticolonialistes des années 1930-1940.

Par la suite, lorsqu'ils accèdent à l'indépendance, quasiment tous les pays d'Afrique subsaharienne et du Maghreb

établissent des relations diplomatiques avec Moscou. C'est surtout avec le mouvement de décolonisation que l'URSS et les différents pays socialistes se sont ouverts à l'accueil massif et systématique d'étudiants maghrébins et subsahariens. Dès la fin des années 1950, le nombre d'étudiants africains envoyés en URSS augmenta rapidement : on passe de 611 étudiants et stagiaires africains en 1959-60 en URSS, à 6007 en 1969-1970, et 15563 en 1979-80 selon les recherches menées dans les Archives de Moscou². À la veille de la chute du mur de Berlin, ils étaient environ 30 000. Après la perestroïka, les effectifs connaissent une chute assez importante.

Les raisons de l'ouverture de l'URSS et de l'université soviétique à l'Afrique relèvent à la fois de la politique expansionniste de l'URSS vis-à-vis du « Tiers-Monde », et de la demande des pays africains qui n'avaient guère d'universités et devaient former en urgence de nouvelles élites ; notamment des élites « révolutionnaires », fréquemment passées par l'Université Lumumba. Nombre de régimes africains qui ne partageaient pas les fondements idéologiques du Parti communiste de l'URSS n'ont d'ailleurs pas hésité à envoyer des étudiants en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est ou à Cuba, par exemple le Maroc et la Tunisie, pourtant fort éloignés idéologiquement.

Parmi ceux qui partaient, il y avait des étudiants africains voulant faire des études supérieures, mais aussi des militants de mouvements de libération de leurs pays. Durant la période soviétique, pratiquement tous ont obtenu des bourses, le plus souvent des bourses d'État à l'État, mais aussi des bourses accordées par des organisations soviétiques politiques, sociales ou culturelles. Les bourses étaient souvent trois fois supérieures à celles qu'avaient les étudiants soviétiques, ce qui pouvait conduire à des situations conflictuelles entre étudiants, qui avaient des ressources très inégales. Au terme de leurs études, les étudiants africains étaient tenus de rentrer chez eux et de « servir leur pays », contrairement aux pays occidentaux³.

S'ils se répartissaient entre les différentes filières, y compris les lettres, la philosophie, le cinéma, les étudiants venus d'Afrique étaient particulièrement nombreux dans les études d'ingénieurs, de médecine, pharmacie, agronomie, sans oublier les institutions militaires où les Algériens notamment ont été envoyés en grand nombre. Les femmes

1. Patrice Yengo, « Jalons pour une historiographie des élites africaines formées dans le Bloc soviétique », dans Michèle Leclerc-Olive, Grazia Scarfò Ghellab et Anne Catherine Wagner (dir.), *Les mondes universitaires face au marché*, Paris, Karthala, 2011, p. 135-148.
2. Constantin Katsakioris, « Leçons soviétiques. La formation des étudiants africains et arabes en URSS pendant la guerre froide », thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2015.
3. P. Yengo, « Jalons pour une historiographie des élites africaines formées dans le Bloc soviétique », *op. cit.*

n'étaient guère nombreuses parmi les étudiants africains venus dans les pays de l'Est. Quant aux origines sociales, elles n'étaient pas toutes modestes.

Ainsi, la diversité des situations était grande, notamment entre pays liés de façon différente à Moscou, mais aussi entre grandes et petites villes, entre universités, et entre formations ; la diversité des trajectoires des diplômés africains partis à l'Est et celle de leurs expériences étaient elles aussi très grandes. Formés dans un pays tiers envers lequel ils étaient souvent partagés entre admiration et méfiance, ces étudiants y ont connu pour les uns « les meilleurs moments de leur vie », pour les autres de fortes désillusions, voire des expériences douloureuses, en lien notamment avec le racisme, et parfois tout à la fois moments heureux et déceptions. Ils étaient aussi partagés entre le rêve de réformer ou de reconstruire des nations nouvellement indépendantes, le sentiment d'une tâche à remplir pour une cause, et les chocs et ruptures. Il n'est pas possible de rendre compte ici de cette diversité. Deux points retiendront notre attention : les expériences de solidarité et les discriminations racistes.

La solidarité et l'amitié

Deux faits particulièrement significatifs témoignent de la solidarité soviétique avec les « pays amis ». En 1957, se tient à Moscou le sixième Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, la plus grande manifestation de jeunes organisée après-guerre dans le bloc socialiste, qui réunit 34 000 personnes, venues de 131 pays ; 600 Africains y participent. Les délégués de la FEANF qui y participèrent rentrèrent enchantés à Paris. Puis, en 1960, est fondée à Moscou l'Université de l'amitié des peuples qui devient de 1961 à 1992 l'Université Patrice Lumumba, université spécialement destinée aux étudiants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, voulue par Khrouchtchev, conçue comme « *un établissement modèle selon les standards mondiaux* », mais aussi comme un instrument politique, qui devait contribuer à la lutte contre l'impérialisme. Cette expérience phare ambitieuse, spectaculaire, était présentée par la propagande communiste comme une clef de voûte du mouvement pacifiste international. Rapidement dénigrée dans la propagande occidentale, elle suscita très vite la méfiance et le mécontentement de plusieurs gouvernements africains et arabes⁴.

Lors des enquêtes menées dans le cadre du programme ELITAF, plusieurs étudiants africains déploraient l'indifférence des Soviétiques à leur sujet, tandis que d'autres étudiants témoignaient de la solidarité d'étudiants russes et plus encore de leurs professeurs qui veillaient attentivement sur eux.

Et les récits de l'époque soviétique, faits par les ingénieurs marocains, interviewés par Grazia Scarfò Ghellab, sont enthousiastes. Il leur est arrivé d'être témoins d'épisodes de racisme en URSS et après 1991 ; cependant, tous affirment ne pas l'avoir subi directement. Mais avec le passage à la perestroïka, leur vie est souvent devenue difficile.

Une vie associative assez forte se développait en URSS, souvent d'abord interne au pays d'origine, puis aussi fédérative, qui pouvait renforcer les solidarités. Cependant, les conflits y éclataient fréquemment entre différents groupes d'étudiants, notamment selon qu'ils étaient favorables ou opposés au gouvernement de leur pays, cela témoignant d'une situation complexe et souvent ambiguë.

Les discriminations racistes

Si la solidarité a pu se développer, les désillusions n'en furent pas moins fréquentes, et les « incidents indésirables », comme les appelaient les Soviétiques, en fait des agressions verbales et physiques contre les étudiants africains, n'étaient pas rares. Inexistant officiellement, et pour les autorités, y compris la police, qui préférerait parler de « bandes de hooligans » lorsque des étudiants africains étaient attaqués, le racisme était bien présent dans les sociétés socialistes.

Deux événements tragiques eurent lieu en 1962 et 1963, qui bouleversèrent profondément les communautés des étudiants africains et suscitèrent leurs fortes réactions⁵.

En décembre 1962, c'était la mort de Liphapang Molapo, étudiant du Basutoland à Kiev et boursier du Comité de solidarité. Les conditions de sa mort sont demeurées obscures. En tout état de cause, l'événement provoqua les protestations des étudiants africains.

Le deuxième événement tragique, et celui qui suscita les réactions les plus fortes, fut la mort en décembre 1963 de l'étudiant ghanéen, Edmund Assare-Addo dans des conditions de nouveau très obscures. Étudiant à l'Institut de médecine de Kalinine, où il préparait son mariage avec une jeune femme soviétique, Assare-Addo était venu à Moscou, de même que plusieurs de ses compatriotes, pour soumettre à leur ambassade une demande d'amélioration de leurs conditions de vie. Il fut trouvé mort sur un chemin de terre aux alentours de Moscou. Selon la version officielle, il était en état d'ébriété et mourut en raison du froid. Les étudiants africains contestèrent cette explication et soutinrent qu'il s'agissait d'un crime à motivation raciale. Le 18 décembre, ils firent une manifestation sur la Place Rouge, munis de pancartes avec des inscriptions : « Arrêtez de tuer des Africains » ou « Moscou, seconde Alabama », et scandèrent des slogans

4. C. Katsakioris, « Leçons soviétiques... », *op. cit.*

5. *Ibid.*

en anglais, en français et en russe contre le racisme en URSS. L'événement fut rapporté dans les médias du monde entier et mit à mal l'image de l'URSS en tant que pays d'accueil des étudiants Noirs⁶.

Si ces événements tragiques suivis d'autres eurent un grand retentissement, il y avait aussi un racisme au quotidien qui se faisait sentir même s'il était dénié. En témoigne entre beaucoup d'autres une étudiante réunionnaise, arrivée à Moscou en octobre 1977 avec une dizaine de compatriotes pour faire des études de langues étrangères à l'Université Patrice Lumumba grâce à une bourse du Parti communiste réunionnais, interviewée par Lucette Labache. *« Par mon physique, on voit que j'ai des origines africaines marquées. [...] Quand je me promenais dans la rue, parfois des gens poussaient des cris de singe pour me narguer, m'humilier... j'avais de la colère et de la tristesse. Colère parce que j'étais considérée comme une bête, un animal, une chose : oui, ça fait mal ! J'étais triste aussi parce que je me disais que finalement, les Russes n'avaient pas une trop grande ouverture d'esprit et qu'ils étaient loin de connaître tous les peuples de la terre. [...] J'ai rencontré des problèmes de racisme en dehors, mais jamais à l'Université où il y avait toujours de la courtoisie. De toute façon, quand on est noir, on fait avec, on sait que ça existe. »*

Les étudiants africains n'étaient pas les seuls concernés par les discriminations. Les femmes russes qui s'engageaient dans un mariage avec un Africain, étudiées par Natalia Krylova, affrontaient une forte réprobation de leurs compatriotes soviétiques. Pour la génération des parents de ces femmes qui avaient construit leur vision du monde derrière le rideau de fer, le choix qu'elles faisaient représentait un acte de « trahison envers la Patrie ». Aujourd'hui, cette situation est encore trop souvent considérée comme une anomalie sociale, et la femme peut alors être tenue pour une « femme perdue », une « prostituée », ou une « aventurière ».

Depuis l'effondrement de l'URSS, les manifestations de nationalisme, d'extrémisme, les agressions racistes – verbales et physiques –, voire les « flambées de racisme », connaissent une forte recrudescence, notamment dans les grandes villes. Même si plusieurs étudiants venus de pays africains ont connu la réussite en Russie où ils sont devenus diplomates, médecins ou ingénieurs, le désenchantement est souvent grand dans ce pays pour ces étudiants. Le risque de s'y faire « molester », voire agresser, est élevé pour un étudiant africain. Aujourd'hui, de nombreux étudiants africains vivent en Russie dans la précarité et l'insécurité. Quant aux associations de défense des droits de l'homme, ou aux ONG vers lesquelles ils pourraient se tourner pour demander un soutien en cas de nécessité, elles sont désormais considérées comme des « agents de l'étranger » et voient leurs possibilités d'action se réduire.

Bibliographie

- Hessler Julie, « Death of an African Student in Moscow. Race, Politics and the Cold War », *Cahiers du monde russe*, 47/1-2, 2006, p. 33-64.
- Katsakioris Constantin, « Leçons soviétiques. La formation des étudiants africains et arabes en URSS pendant la guerre froide », thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2015.
- Matusевич Maxim, « Expanding the Boundaries of the Black Atlantic: African Students as Soviet Moderns », *Ab Imperio*, n°2, 2012, p. 325-350.
- Saint-Martin (de) Monique, Scarfo Ghellab Grazia, Mellakh Kamal (dir.), « Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains », Paris, Karthala, 2015.
- Yengo Patrice, « Jalons pour une historiographie des élites africaines formées dans le Bloc soviétique », dans Michèle Leclerc-Olive, Grazia Scarfo Ghellab et Anne Catherine Wagner (dir.), « Les mondes universitaires face au marché », Paris, Karthala, 2011, p. 135-148.

L'enclave de Kaliningrad : une île russe au cœur de l'Europe et des tensions internationales

Par Camille Coatalem-Serikoff

« Région russe dans l'Europe élargie » ou encore « otage géopolitique de la Russie », l'enclave russe de Kaliningrad

ne manque pas de surnoms. Située entre la Lituanie et la Pologne, elle est, depuis la chute de l'URSS, une ligne de fracture du continent européen en termes culturel, religieux, économique et politique.

6. Julie Hessler, « Death of an African Student in Moscow. Race, Politics and the Cold War », *Cahiers du monde russe*, 47/1-2, 2006, p. 33-64.

Alors que les combats dans l'est de l'Ukraine continuent, cette petite enclave russe est devenue l'un des théâtres des confrontations et des enjeux européens et russes.

Kaliningrad, un territoire allemand passé sous souveraineté russe

D'une superficie équivalente à la moitié de la Belgique, Kaliningrad est peuplée d'environ un million d'habitants. Enclave pour l'Union européenne, exclavée pour la Russie, Kaliningrad est une région russe dont la spécificité est d'être née allemande. Peuplé originellement de tribus d'origine balte appelées « Prussiens »¹, le territoire actuel de l'enclave de Kaliningrad a connu une histoire mouvementée. Son rattachement à la Russie est le résultat de deux bouleversements majeurs des rapports de force en Europe au XX^e siècle : d'abord, la fin de la Seconde Guerre mondiale, marquée par la victoire des puissances alliées, dont l'Union soviétique, sur l'Allemagne nazie en 1945 ; ensuite, la fin de la guerre froide, symbolisée à la fois par la chute du mur de Berlin en 1989 et la dislocation de l'Union soviétique fin 1991². L'Union soviétique, victorieuse de la Seconde Guerre mondiale,

revendique le territoire de Königsberg appartenant à la Prusse orientale, lors de la conférence de Potsdam en 1945. Pour Joseph Staline, l'annexion de Königsberg se justifiait à plusieurs titres, notamment comme compensation pour les vies soviétiques sacrifiées pendant la guerre (l'URSS perd 13,7% de sa population) mais aussi du fait de sa position, de sa valeur stratégique, et économique. À cette époque, Königsberg est bien plus qu'une province, c'est un « trophée », un symbole de la victoire sur le fascisme allemand³. Détruite à près de 90 %, J. Staline fit de la ville une cité socialiste modèle, un avant-poste du communisme dans la partie la plus occidentale de l'URSS. Les autorités soviétiques ont cherché à effacer tous les souvenirs du passé allemand, comme en témoigne le changement de nom de Königsberg en Kaliningrad, en l'honneur de Michaël Kalinine, président du Soviet Suprême décédé en juillet 1946⁴.

Avec la chute de l'URSS en 1991, Kaliningrad se retrouve enclavée entre la Pologne au sud et la Lituanie au nord et à l'est. La région n'a plus aucun lien direct avec le reste de la Fédération de Russie, et il faut désormais passer trois frontières pour rejoindre, depuis l'enclave, Pskov, la ville russe la plus proche, située à 600 km de là⁵.



Kaliningrad : une enclave russe sur la Baltique. *Revue géographique de l'Est*

Symétrie spatiale et temporelle d'une enclave : la Prusse-Orientale (1919-1939) et Kaliningrad (1992-2004)

1. Les Chevaliers teutoniques reprirent par la suite le nom du peuple qu'ils envahirent (Prussiens). Toute trace de la langue prussienne originelle fut définitivement perdue à l'orée du XVII^e siècle.
2. Frank Tétart, « Kaliningrad : une "île" russe au sein de l'Union européenne élargie », *Hérodote* 2005/3, n° 118, p. 175-195.
3. *Ibidem*.
4. Bakyt Alicheva-Himy, « Kaliningrad/Königsberg », *Outre-Terre* 3/2003, n°4, p. 124-148.
5. F. Tétart, « Kaliningrad : une "île" russe au sein de l'Union européenne élargie », *op. cit.*

Kaliningrad restera fermée aux étrangers jusqu'en 1992. À cette époque, la région servait encore au contrôle de la nouvelle zone de domination russe en Europe centrale, et en particulier des États baltes et de la Pologne. Ce n'est qu'à partir de 1997, que la région commence à être démilitarisée. De fait, à ce moment, s'amorce une réduction importante des militaires déployés à Kaliningrad, pour atteindre moins de 9 000 hommes en 2005, contribuant ainsi à la disparition de la menace militaire. Cependant, l'enclave continue d'être perçue comme une menace pour la sécurité régionale, et ce d'autant qu'à cette époque la politique étrangère et de défense de la Russie était en cours de redéfinition, laissant ainsi planer un doute sur le nouveau rôle et la nouvelle fonctionnalité de Kaliningrad.

Le 1^{er} mai 2004, Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie intègrent l'Union européenne. De fait Kaliningrad se retrouve encerclé par des pays européens et devient alors une enclave russe au sein de l'Union européenne. L'UE développe des craintes d'ordre sécuritaire, les frontières de Kaliningrad étant devenues celles extérieures de l'Union⁶.

Russie-Europe, l'expérience collaborative sur la question de Kaliningrad

Ce n'est qu'à partir de 2000, alors que se profilait l'adhésion à l'Union européenne de la Pologne, de la Lituanie et des deux autres États baltes, que l'enclave est devenue un objet de préoccupation pour Bruxelles, suscitant un regain d'intérêt de la part de Moscou⁷. L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, en 2000, va avoir des répercussions sur le dialogue avec l'UE. En élevant Kaliningrad au rang de région pilote, la Russie lance un débat sur l'avenir de l'enclave. La région est alors à l'agenda de tous les sommets UE-Russie. Selon les termes du Kremlin, la région doit devenir un « *laboratoire des relations russo-européennes* » et servir de modèle pour l'avenir. La volonté affichée par la Russie d'aborder la situation de l'enclave dans un cadre international suscite un grand espoir et une série d'accords est signée :

- en novembre 2002, le gouvernement russe signe avec la Commission européenne un accord portant création de « documents de transit simplifiés » ;

- le 1^{er} juillet 2003, Moscou annonçait en outre la baisse du tarif des liaisons aériennes reliant l'enclave au reste du territoire russe, aligné sur le tarif ferroviaire ;

- le 27 avril 2004, un accord UE-Russie était trouvé, exemptant de droits de douane et de transit les marchandises traversant le territoire lituanien⁸.

Pour s'insérer dans un nouvel ordre régional, au cœur de la mer Baltique et de l'espace européen, Kaliningrad bénéficie aussi du soutien et de l'aide européenne, qui met progressivement en place une coopération renforcée. L'UE a plusieurs instruments à sa disposition afin d'assister la Russie financièrement, notamment avec deux programmes majeurs, Interreg⁹ et TACIS¹⁰. L'UE fournit une aide importante à la région, (40 millions d'euros entre 1991 et 2005 dans le cadre du programme TACIS), concentrant ses efforts sur les infrastructures douanières. Un montant supplémentaire de plus de 50 millions d'euros a été délivré pour la période 2007-2013. De nombreux efforts sont entrepris dans le sens d'une meilleure intégration de l'exclave au sein de l'espace baltique, et dans l'optique de celle d'une enclave au sein de l'Union européenne.

Les politiques régionales, comme le programme de la Dimension septentrionale, a permis de faire émerger différents partenariats – en matière de santé et d'environnement en particulier – qui ont réussi, au fil des années, à soulever des fonds afin de lancer des projets concrets dans le domaine de l'assainissement de l'eau ou du développement économique. La Dimension septentrionale a favorisé les liens et la coopération avec les organisations régionales locales, tels que le Conseil Euro-Arctique de Barents et le Conseil des États de la Mer Baltique¹¹. La politique régionale européenne a intensifié la coopération transfrontalière entre les régions de la Russie et du nord-est de l'Europe, ce qui a créé une zone de sécurité et de stabilité et a permis de résoudre les problèmes liés aux développements inégaux dans la région. En intégrant la région russe, Bruxelles a su désamorcer tout risque de déstabilisation à ses frontières et a construit un dialogue serein avec la Russie.

L'enclave a vocation à devenir, non seulement, la première région russe à intégrer l'espace socio-économique de l'Union européenne, mais aussi à être une « fenêtre sur l'Europe ». Cela pourrait avoir un impact

6. F. Tétart, « Kaliningrad : une « île » russe au sein de l'Union européenne élargie », *op. cit.*

7. « L'enclave de Kaliningrad, "laboratoire" des futures relations Russie - Union européenne », La Documentation française, 27 juin 2008.

8. Céline Bayou, « Sécurité. Avis de tempête sur la Baltique », P@ges Europe, 15 juillet 2015, La Documentation française.

9. Programme européen visant à promouvoir la coopération entre les régions européennes et le développement de solutions communes dans les domaines du développement urbain, rural et côtier, du développement économique et de la gestion de l'environnement.

10. Technical Assistance for the Commonwealth of the Independent States.

11. Initiative régionale fondée sur la coopération mutuelle. Voir : Claudia Louati, « La politique de la Dimension septentrionale : variations autour du voisinage », Nouvelle Europe [en ligne], le 6 février 2011, URL : <http://www.nouvelle-europe.eu/node/1013>

majeur sur la Russie, ou du moins sa partie nord-ouest. En tant que « région pilote », le modèle de Kaliningrad pourrait être mis en œuvre dans d'autres régions et villes russes (Pskov, Novgorod, Saint-Petersbourg, Mourmansk, Carélie). Cependant la coopération régionale européenne et les partenariats bilatéraux se sont essouffés ces dernières années et la guerre en Ukraine et en Syrie ont eu pour effet de freiner les échanges, voire de les arrêter net.

Kaliningrad et l'espace Baltique, lieux de tensions depuis la crise ukrainienne

Après avoir inauguré une période propice aux expérimentations coopératives, la région de la mer Baltique et plus particulièrement l'enclave de Kaliningrad ont subi un regain de tensions depuis 2013. La crise en Ukraine et la dégradation des relations entre la Russie et l'Europe ne sont pas sans conséquences pour la zone¹². L'annexion de la Crimée et le conflit autour de Donetsk et de Lougansk ont détruit l'ordre européen des vingt-cinq dernières années et ont mis la Russie sur le pied de guerre.

Les chassés-croisés militaires du début 2016 dans l'espace Baltique sont l'illustration même des tensions qui s'intensifient entre l'Occident et la Russie. En effet, le 29 avril 2016, un chasseur Soukhoï 27 frôlait un avion de reconnaissance de l'US Air Force qui survolait la mer Baltique. Le 17 avril, un incident identique était survenu dans la région. Et le 12, toujours dans la mer Baltique, deux bombardiers Soukhoï 24 ont plongé vers le destroyer américain USS Donald Cook, multipliant les survols à très basse altitude¹³. Déjà en 2015, l'armée lettone avait fait état de la présence simultanée de quatre bateaux de guerre et de cinq avions militaires russes à proximité des eaux et de l'espace aérien nationaux, ce qui n'est qu'un épisode de la longue litanie qu'égrènent désormais les autorités du pays. Par ailleurs, les exercices militaires se multiplient de part et d'autre, donnant lieu à une surenchère tant en fréquence qu'en nombre d'hommes engagés¹⁴.

La Russie s'arme à nouveau et d'importantes réformes dans l'armée sont faites avec de forts moyens (en 2015, 4,5 % du PIB furent consacrés au secteur de la défense). Aux alentours de 2020, la Russie aura entièrement renouvelé l'armement des forces stratégiques nucléaires, d'après le vice Premier ministre Dmitri Rogozine en charge du

complexe militaro-industriel du pays. Selon un rapport de l'Institut américain d'études stratégiques, « *la Russie a fait des pas de géant dans le développement de sa capacité à utiliser sa force de manière efficace* ». Les guerres en Ukraine et en Syrie ont montré au monde entier à quel point l'armée russe était performante, notamment au niveau de sa stratégie¹⁵. Moscou joue la carte de l'intimidation et face à sa stratégie militaire et diplomatique, les pays du pourtour de la mer baltique se réarment un à un – la Suède remilitarise l'île de Gotland au large des côtes russes, l'OTAN renforce ses mesures de surveillance dans les Etats Baltes et l'Allemagne s'apprête, pour la première fois, à augmenter son budget militaire. Depuis 2014, la Pologne a demandé des mesures de réassurance à l'OTAN et aux États-Unis : des troupes américaines y assurent une présence par rotation et des patrouilles aériennes de l'OTAN y sont effectuées plus fréquemment¹⁶. Pour le commandant de l'Armée estonienne, suite à l'annexion de la Crimée, toute la région est menacée par la Russie. L'OTAN parle, pour sa part, d'une guerre hybride et d'une menace stratégique d'un genre nouveau. Après les interventions russes en Crimée et dans l'est de l'Ukraine, beaucoup d'experts peuvent désormais envisager une dégradation débouchant sur une guerre frontale. Le conflit envisagé aurait plutôt lieu sur le front est de l'OTAN, englobant la Pologne et les pays baltes, avec des armes conventionnelles de haute technologie¹⁷.

D'après les sources officielles russes, la Russie n'aurait pris, depuis quatre ans, aucune mesure pour renforcer ses forces armées à Kaliningrad et dans les régions frontalières des pays baltes. Au contraire, en 2009-2010, les effectifs à Kaliningrad ont continué à être réduits et des équipements lourds en ont été retirés. Face à l'agressivité de l'OTAN, Moscou fait preuve de retenue, déployant plutôt le long de la frontière ukrainienne, autre lieu des tensions russo-européennes, des forces considérables. Le Président russe, afin de désamorcer l'escalade et la surenchère, a réaffirmé plusieurs fois que son pays n'avait pas l'intention d'élargir son territoire. Mais quelle crédibilité donner à ses propos, au vu du rattachement de la Crimée à la Russie le 18 mars 2014 ?

Si nous ne sommes pas dans une nouvelle guerre froide, bien que certains points le fassent penser (forte propagande idéologique, course à l'armement...), il est certain que, depuis plus de trente ans, soit

12. C. Bayou, *Sécurité. Avis de tempête sur la Baltique*, op. cit.

13. AFP, « Un avion américain intercepté par les Russes », 17/04/2016.

14. C. Bayou, *Sécurité. Avis de tempête sur la Baltique*, op. cit.

15. Isabelle Facon, Politique de défense de la « Russie, La Russie est-elle à la hauteur de ses ambitions ? », Sciences Po, 01/12/2015.

16. C. Bayou, *Sécurité. Avis de tempête sur la Baltique*, op. cit.

17. Michael Klare, « A Washington, scénarios pour un conflit majeur », *Le Monde diplomatique*, septembre 2016, p 9, URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/09/KLARE/56193>.

depuis la dernière guerre froide, les relations entre l'Occident et la Russie n'ont jamais été aussi mauvaises. Il y a dix ans encore, en temps de « paix froide », personne n'imaginait que les relations s'envenimeraient ainsi. Qu'un quart de siècle après la fin de la guerre froide, une grande partie des pays européens se réarmeraient, et qu'il y aurait une escalade des tensions militaires des deux côtés. L'enclave de

Kaliningrad est, depuis fin 2013, un des lieux où se cristallisent les tensions entre l'Occident et la Russie. Malgré ses aspirations européennes, la région reste pour l'Europe une menace, dont le rôle militaire est ravivé en fonction du contexte international. À ce titre, l'enclave mérite bien son surnom d'otage géopolitique de la Russie.

Poutine et les coutures de l'histoire russe

Entretien avec **Andreï Gratchev**, historien, ancien conseiller et porte-parole du président de l'URSS, **Mikhaïl Gorbatchev**, actuellement correspondant à Paris du journal russe *Novaïa Gazeta*.

Propos recueillis par **Ulrich Huygevelde**, rédacteur en chef de *Gare de l'Est - Cahiers des Mondes de l'Est*.

Cet article est publié en coopération avec



Près de trente ans après le lancement de la Perestroïka et de la Glasnost auxquelles il a contribué auprès du président Gorbatchev, Andreï Gratchev revient sur le recul des libertés alors acquises et les tendances lourdes de la politique actuelle de Moscou. Il les explique notamment par le balancement perpétuel de la Russie entre ses deux pôles, européen et asiatique.

Pouvez-vous dire qu'avant l'arrivée de M. Gorbatchev, vous étiez une sorte de dissident de l'intérieur au sein des fonctions que vous occupiez ?

Oui, pourquoi pas, même si la qualification de dissident est par définition celle d'un opposant. On pourrait peut-être parler davantage d'une sorte de « résistant caché » ou, encore mieux, de « réformateur potentiel », catégorie de gens sur laquelle Gorbatchev, dès son arrivée aux commandes de l'État, a eu besoin de s'appuyer. Une catégorie représentée par toute une génération qui était, curieusement, à sa manière, un produit de la société soviétique.

Les dissidents, pour la plupart, se sentaient étrangers au système qu'ils combattaient. Alors que des gens comme moi, et de l'entourage de Gorbatchev, passaient leurs nuits dans l'attente de changements.

C'était une sorte d'armée qui attendait son chef face à un système entré dans un état de décadence, en contradiction avec les intérêts

de la nation et du pays, et qui ne pouvait plus continuer comme ça. Nous ne savions pas encore à l'époque qu'il s'appellerait Gorbatchev.

Trente ans après la tentative d'ouverture interne, mais aussi externe, que vous avez menée auprès de M. Gorbatchev, quel regard portez-vous sur la cassure actuelle, qui semble durable, entre l'Occident et la Russie ?

L'histoire des relations de la Russie – qu'elle soit tsariste, soviétique ou poutinienne – avec le monde extérieur, et en particulier avec l'Europe, a toujours connu des hauts et des bas. D'un côté, la Russie s'est développée comme une partie intégrante de la civilisation européenne, à commencer par la chrétienté. On ne peut oublier non plus l'apport de la Russie lors des grandes batailles qui furent des tournants de l'histoire européenne, dont bien évidemment la grande victoire contre le nazisme lors de la Seconde Guerre mondiale.

Mais au même temps, la Russie, tout en cherchant à s'afficher comme un pays européen, possédait en elle quelque chose de différent, elle était autre chose : c'était aussi l'Asie. Déjà géographiquement, avec les deux tiers de son territoire asiatique, mais aussi, bien sûr, à cause de sa tradition politique, culturelle et historique. On peut ainsi dire que la frontière entre l'Europe et la non-Europe traverse la Russie. Géographiquement mais aussi politiquement. D'où une hésitation permanente.

Gorbatchev pour moi était peut-être un des derniers Occidentalistes de la tradition classique de l'histoire politique et culturelle russe. Poutine, personnage particulier, cherche lui à recoudre les différentes étapes de l'histoire russe, n'hésitant pas à faire des retours vers le passé tsariste, et à recourir à ce côté asiatique de l'histoire politique et de la tradition impériale de la Russie.

V. Poutine vous semble-t-il en phase avec son peuple dans cette attitude de balancier entre les deux traditions occidentale et asiatique ?

Oui, car cette frontière entre l'Est et l'Ouest, l'Europe et l'Asie, le présent et le

passé traverse aussi la société. Et Poutine est autant un leader actuel de ce pays que son incarnation. Il reflète la frustration d'une partie importante de cette société qui n'a pas oublié l'époque où le pays était le plus grand empire terrestre en Europe, la deuxième superpuissance mondiale. Un pays dont l'influence sur la scène internationale était incontestable. Cette nostalgie de la grandeur passée est bien présente dans cette société et est, en plus, accentuée par une nostalgie de certains aspects de la société soviétique parce qu'après être sortie du régime brutal et totalitaire soviétique, cette société a découvert une réalité qui était tout sauf rose, avec les contrastes sociaux, le chaos, la corruption et les phénomènes mafieux.

À l'époque post-soviétique, il était courant d'entendre des gens dans la société russe dire « tout ce que l'on nous disait sur le communisme était faux, par contre tout ce que l'on a pu nous raconter sur le capitalisme était vrai ». Ce pays a dû vivre une crise, une transition très brutale parce que les fondements des services sociaux – les quelques aspects positifs incontestables de l'histoire soviétique – s'étaient évanouis, laissant une partie importante de la population sans protection de l'État. On a produit cette société désorientée, déboussolée et sans véritablement d'objectif commun dont profite aujourd'hui le régime en place. Un régime qui n'hésite pas à essayer de solidifier sa base de soutien en présentant la Russie comme la victime d'une expansion occidentale, voire d'une agression politique, en tous les cas d'une opération de marginalisation de la Russie et d'une tentative de diminuer son rôle sur la scène internationale.

Ce discours prend-il vraiment dans la société russe ?

Les sondages actuels, d'ailleurs assez objectifs – c'est là un des aspects que cette société a su garder des années gorbatchéviennes – montrent un soutien de l'ordre de 70-80 % de la population au régime et à la démarche de Poutine. Ces chiffres sont assez typiques pour un pays qui se sent, sinon en guerre, du moins blessé à la fois dans son unité nationale et aussi dans sa tentative d'ouverture vers le reste de l'Europe, qui ne l'a ni accueillie, ni invitée à faire partie de cette nouvelle maison commune européenne.

Vous partagez donc ce sentiment que la Russie a délibérément été laissée à l'écart pendant les années quatre-vingt-dix ?

Je ne suis pas partisan des théories du complot, mais je parle tout simplement d'une certaine réalité des faits. L'UE, ainsi que l'OTAN, ont absorbé une grande partie de l'Europe de l'Est et tout cela alors que la Russie post-soviétique ne présentait ni le danger ni la menace qu'était l'Union soviétique il y a une trentaine d'années, que ce soit en termes idéologiques ou stratégiques. De ce

point de vue, la société russe qui a espéré d'être, d'une quelconque façon, intégrée dans la gestion des affaires mondiales s'est sentie poussée dehors.

Prenons des exemples concrets. La Russie a été tenue à l'écart des opérations occidentales en Yougoslavie. Encore davantage des expéditions occidentales au Proche ou Moyen-Orient, en commençant par l'Afghanistan et l'Irak, opérations qui ont d'ailleurs augmenté les menaces contre les sociétés occidentales mais aussi contre la Russie, qui est une des victimes du terrorisme islamiste.

La Russie a ainsi été écartée de fait du concert des grandes nations, puis formellement exclue du G8 après l'épisode ukrainien. C'est ce qui explique qu'elle se comporte en quelque sorte comme une nation assiégée. Et c'est cela qui doit, à mon avis, expliquer la frustration manifestée par les sondages mais aussi cette image agressive que prend la politique russe personnifiée par Poutine.

La Russie reproche beaucoup de choses à l'Occident, mais l'Occident a aussi sa liste de griefs envers Moscou. La Russie est ainsi accusée de ne pas respecter tant sa parole que les traités, et de jouer souvent double-jeu, notamment en Syrie où il est avéré que le but de ses opérations est davantage de toucher les ennemis de Bachar al-Assad que Daesh.

L'éclatement de la crise syrienne fait suite à ce qu'on appelait la saison des printemps arabes. Tout donnait à penser en observant cette situation de l'extérieur, peut-être surtout de l'angle occidental, que Bachar al-Assad allait rapidement suivre les autres dictateurs de la région emportés par le soulèvement des forces pro-démocratiques. Cependant, et on peut peut-être citer Léon Tolstoï qui commence Anna Karénine par cette phrase « *Toutes les familles heureuses se ressemblent mais chaque famille malheureuse l'est à la façon* », et je pense que cela s'applique aux pays du Proche et Moyen-Orient. Chacun est unique en son genre, ce qu'a révélé l'extrême complexité de la crise syrienne.

Je pense qu'il est important de noter qu'on ne peut imputer à la Russie le fait qu'après quatre années de la crise syrienne n'a toujours pas été résolue. La guerre civile est bien présente là-bas, pire encore, cette guerre civile a produit le phénomène Daesh qui, jointe à la situation chaotique irakienne, expose le monde entier à un péril extrêmement grave.

Même si on ne peut pas imputer à la Russie la situation qui se déroule depuis quatre ans en Syrie, on ne peut pas dire que son engagement renforcé, ces derniers mois, contribue à apaiser les tensions. Comment expliquez-vous ces opérations et quelle lecture en faites-vous ?

Cette zone est considérée à Moscou comme très importante, depuis longtemps.

Il suffit de rappeler la présence historique de l'Union soviétique Proche et Moyen-Orient, en évoquant par exemple les relations depuis l'époque de Khrouchtchev avec Nasser ou encore avec le régime d'al-Assad père. Même si, il est vrai, le contexte géopolitique est tout autre.

La Russie n'est entrée en scène que récemment dans le conflit, le 30 septembre [2015 - ndlr], en faisant, il faut le reconnaître, usage d'une force brutale, qui lui est peut-être caractéristique.

Elle a, je pense, un double objectif. Le premier a été formulé par Poutine, à savoir que la Russie (dont 20 % de la population est musulmane) se sent, autant que les Occidentaux, menacée par le phénomène Daesh. La Russie qui, dans l'histoire récente, a connu deux guerres en Tchétchénie et en Afghanistan, perçoit Daesh comme une menace objective. Ce que valide d'ailleurs tragiquement l'attentat contre l'avion touristique russe au-dessus du Sinaï fin octobre 2015. Poutine dispose donc d'un alibi formel pour son entrée en guerre contre Daesh. Alibi qu'il a d'ailleurs mis en avant dans son discours à la tribune des Nations Unies, lorsqu'il a proposé la constitution d'une nouvelle coalition, n'hésitant pas à invoquer à l'occasion l'exemple de la coalition anti-hitlérienne.

La particularité de la complexité, de la hargne du conflit en Syrie est que trop d'acteurs se sont rencontrés sur ce territoire, chacun poursuivant ses propres objectifs.

Les Turcs orientent leur action principale contre les Kurdes, les Saoudiens n'ont pas hésité au départ avec les Qataris à financer presque ouvertement les éléments les plus extrémistes de Daesh. Les Iraniens voient de leur côté dans le régime d'al-Assad un allié qu'ils veulent soutenir. La Russie également.

Poutine, face à cette perspective annoncée de la chute de Damas face aux forces du radicalisme de Daesh, est intervenu pour consolider la position de Bachar avec pour objectif de conserver cette carte sur l'échiquier syrien dans la perspective de la recherche d'une solution à ce drame.

Mais il y a un double fond à son action, comme pour les différents acteurs d'ailleurs. Avec cette opération, Poutine parvient aussi à se transformer en acteur incontournable dans la gestion de cette crise.

Les Russes qui avaient également été très impliqués dans la destruction des armes chimiques considèrent que le mode opératoire qui avait alors été suivi devrait servir d'exemple pour la recherche d'une solution dans le nouveau contexte. Les bombardements russes suivent dans ce scénario à double fond.

En expliquant l'isolement international de la Russie, vous avez bien sûr fait référence à la question de l'Ukraine. Avez-vous, à l'instar de votre ancien chef, M. Gorbatchev, salué ce qui est

généralement perçu, en Russie, comme le légitime rattachement de la Crimée mais qui, vu du reste du monde, est considéré comme la première annexion d'un territoire d'un État souverain par un autre depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ?

Il faut peut-être le rappeler, la Crimée est un cas un peu particulier dans l'histoire et la tradition russes (culturelle, littéraire...). Elle a été gagnée par le prince Potemkine au XVIII^e siècle à la suite d'une bataille contre les Turcs – on aurait la tentation de dire que l'histoire ne cesse de tourner en rond.

La Crimée, historiquement russe, était soviétique lors de l'existence de l'URSS, ni russe ni ukrainienne. C'est cela qui, après tout, permettait d'éviter le litige entre ces deux républiques soviétiques. En revanche au moment de l'éclatement de l'URSS, lorsque les frontières symboliques entre les républiques ont commencé à devenir des frontières d'État, le problème est en quelque sorte réapparu. Ce caractère un peu artificiel du rattachement de la Crimée à l'Ukraine depuis 1954 s'est alors révélé.

Le changement des frontières dans l'Europe après la guerre froide par le rattachement d'une partie d'un État à un autre pays sans accord du pouvoir central de ce territoire est un épisode et c'est un précédent dangereux qui n'aurait pas dû se produire. Et ce, même si le pouvoir russe est libre d'évoquer le cas du Kosovo pour se justifier en disant qu'il n'était pas le premier à introduire ce genre de précédent après l'acte d'Helsinki.

Si les relations entre la Russie et l'Ukraine, même en tant qu'États indépendants et non plus parties d'un État fédéral comme l'était l'Union soviétique, étaient restées – comme l'avait souhaité Gorbatchev – au sein d'une sorte d'alliance, d'une confédération ou même d'une union nouvelle comme une union eurasiennne, tous ces problèmes auraient été évités.

Je pense que l'épisode du rattachement de la Crimée à la Russie comportait pas mal d'improvisation, dans une situation où une partie a créé des circonstances dans lesquelles l'autre s'est sentie obligée de réagir.

Après tout, la crise ukrainienne a été déclenchée avec le changement de pouvoir issu de la révolution de Maïdan et non avec les événements de Crimée. La tentative, en date du 21 février 2014, de l'UE et de la Russie de trouver une issue politique à la crise n'a pas abouti car le compromis qui avait été trouvé et qui prévoyait un calendrier avec des élections anticipées et un changement de Constitution avec une sorte de fédéralisation de l'Ukraine, n'a pas marché.

Finalement, le pouvoir en Ukraine est passé entre les mains d'une partie de la société ukrainienne, qui, vu de Russie, représentait une fraction beaucoup plus anti-russe que pro-européenne. À partir de ce moment, pour le pouvoir russe, la crise ukrainienne a quitté

le terrain à proprement parler ukrainien, et est passée dans l'agenda des relations de la Russie avec l'Occident et de la perspective avancée d'une éventuelle entrée de l'Ukraine dans l'OTAN. L'Ukraine s'est donc transformée en un terrain de jeux des grandes puissances.

Vu de Moscou c'était l'équilibre des forces dans une zone extrêmement sensible pour les Russes qui allait être ébranlé. Avec éventuellement Sébastopol se transformant en une base navale américaine dans la mer Noire.

On peut tout dire de la paranoïa de la vision russe de la stratégie occidentale, mais de toute façon, on est amené à constater que l'Ukraine, au lieu d'être un projet commun entre la Russie et l'UE, s'est transformée en une pomme de discorde.

L'Ukraine a été mise devant un choix impossible pour cette société composite traditionnellement déchirée entre l'Occident et l'Orient. Soit l'alliance avec l'UE fracturant sa relation avec la Russie, soit la subordination à la politique néo-impériale de la Russie, l'éloignant de l'Europe.

C'est sur ce conflit intra-ukrainien que s'est déclarée cette situation en Crimée qui a pris la forme d'une nouvelle variante du Kosovo. À mon avis, si le compromis auquel étaient arrivés en février 2014 les représentants de l'UE, de l'Ukraine (à la fois du pouvoir et de l'opposition) en présence du représentant de la Russie avait été respecté, la Crimée serait restée ukrainienne.

Revenons si vous le voulez bien à la situation interne de la Russie. En tant qu'artisan de la Perestroïka et de la Glasnost, comment y percevez-vous le recul massif des libertés ces dernières années, recul qui semble s'opérer dans une quasi-indifférence de la majeure partie de la population ? Avec le recul de trente ans qui nous sépare des débuts de la Perestroïka, considérez-vous celle-ci comme une formidable occasion ratée ?

C'est peut-être une confirmation que les transformations de cette dimension dans un pays à l'échelle d'un continent comme la Russie, et surtout aggravées par la tradition tsariste, autoritaire et despotique, avancent parfois à reculons. C'est d'ailleurs une des raisons du titre de mon livre *Le passé de la Russie* est imprévisible, parce que c'est un pays qui ne cesse de reconsidérer l'évaluation de sa propre histoire.

La perestroïka, époque des « promesses politiques », en plus d'avoir expérimenté des crises économiques très graves, n'a pas vu ces promesses, dans le sens de la libération de la société, être suivies par le changement des conditions de vie quotidienne. De fait, lors de l'effondrement du système économique centralisé, l'URSS n'a pas pu profiter, comme l'Europe à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale, d'un plan Marshall.

Comme le disait Georges Bush père, il n'y avait point d'intérêt à investir dans des projets économiquement non rentables à partir du moment où l'Union soviétique ne représentait plus de danger. Et c'est cela qui a contribué à plonger la Russie dans la double crise, économique et psychologique. L'ensemble de cette crise a produit une masse et une société faciles à manier surtout par le régime actuel qui est habité par des réflexes autoritaires.

N'oublions pas la part d'immense déception de la société qui fut, à l'époque de Gorbatchev, très enthousiaste à l'idée de le suivre dans cette nouvelle ouverture, dans cette promesse que la Russie soviétique deviendrait un pays comme les autres, membres de la maison commune européenne. Ce qui ne s'est pas produit. Maintenant, il s'agit d'un pays qui cherche à se rétablir, à s'inventer une nouvelle identité, en bricolant, en se servant des éléments de son passé pré-soviétique, soviétique et post-soviétique.

Outre cet indéniable recul des libertés, comment voyez-vous l'avenir de votre pays sur lequel pèsent de graves menaces notamment sur le plan démographique. Selon des prévisions officielles, la Russie ne comptera plus que 80 millions d'habitants en 2050. Quelle est votre vision sur ces perspectives quelque peu alarmantes pour la Russie future ?

La Russie est victime d'une double crise. D'une part, une crise d'un pays développé car il s'agit d'un pays moderne, et donc de ce point de vue, la société russe comme pas mal de sociétés avancées, est frappée par la baisse de natalité.

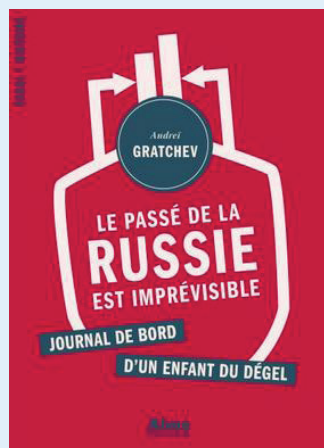
Mais en même temps, il s'agit d'un pays qui, à cause de la crise économique dont elle n'est pas parvenue à sortir, même à l'époque des vaches grasses de la rente pétrolière, continue de souffrir à la fois des problèmes caractéristiques des pays de l'ex-tiers-monde et des fléaux traditionnels : alcoolisme, faible espérance de vie de la population, surtout masculine.

La combinaison de ces facteurs amène parfois des observateurs assez méchants à considérer la Russie comme le « *pays africain le plus froid au monde* ». Une conjonction de facteurs frappe ainsi la société russe et son espoir de pouvoir s'en sortir d'elle-même en se servant de la rente pétrolière a été de courte durée du fait de la nouvelle baisse des prix du pétrole qui s'est doublée des sanctions occidentales.

L'économie russe replonge à nouveau dans une crise grave et dramatique, et il est évident que ces conditions ne vont pas arranger la situation démographique.

Pour aller plus loin

Le Passé de la Russie est imprévisible
Andreï Gratchev, Alma Éditions, 2015



Andreï Gratchev, né en 1941, est un « enfant du dégel » : il a été témoin des incessants bouleversements et des événements exceptionnels que traversa la Russie soviétique, d'abord comme membre du département international du comité central du Parti, puis au Kremlin comme conseiller et porte-parole de Mikhaïl Gorbatchev. Andreï Gratchev mêle dans son livre ses souvenirs personnels au temps de l'URSS pré-gorbatchévienne, puis de la Perestroïka. Il témoigne de l'impact de ces changements sur la société civile, sur les peuples et nations soviétiques ainsi que sur le pouvoir.

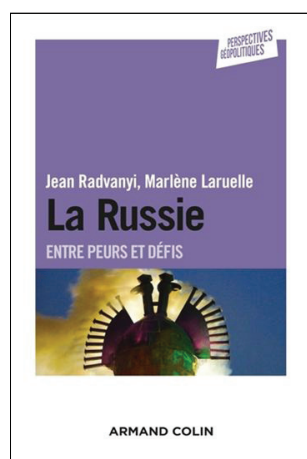
Il a été un des acteurs de cet élan utopiste du « socialisme à visage humain », qui a permis de réformer le système soviétique, et un des observateurs du traumatisme que fut l'échec de la volonté de créer une convergence entre l'État protecteur, garant de la justice sociale, et l'efficacité de l'économie occidentale. Au lieu du monde idéal imaginé, c'est un système capitaliste brutal que les Russes découvrirent, avec l'accroissement fulgurant des inégalités. La déception entraînera la société à se réfugier dans le populisme et le nationalisme, faute d'horizon idéologique.

Dans ce brillant témoignage, s'entremêlent réflexions politiques, et stratégiques aussi bien historiques qu'actuelles. Andreï Gratchev nous offre une synthèse très fine du XX^e siècle russe, posant des questions essentielles et proposant des réponses nourries de sa riche expérience. Il décortique et analyse les événements du passé, lucide analyste du drame vécu par son pays et constatant la dérive russe vers l'autoritarisme, il nous éclaire un peu plus sur les raisons d'une Russie contemporaine qui trouve difficilement sa place dans le concert mondial et qui a tant de mal à dépasser ses traumatismes.

C.C.-S.

Lire

La Russie entre peurs et défis, Jean Radvanyi et Marlène Laruelle, Armand Colin, 2016



Avec l'annexion soudaine de la Crimée et l'émergence d'un nouveau conflit autour de Donetsk et de Lougansk, les frontières du « monde russe » se sont brouillées un peu plus. La Russie a prouvé qu'elle était capable de mener des actions militaires sur deux fronts, voilées dans le Donbass oriental, ouvertes et démonstratives au Proche-Orient. Aujourd'hui le Kremlin s'insurge contre le monde unipolaire que les États-Unis veulent imposer. Moscou entend désormais que ses intérêts, mais aussi ses propositions soient mieux prises en compte par les grands acteurs de la communauté mondiale. Pour ce faire, elle déploie des vecteurs d'influences non seulement dans l'étranger proche mais dans l'étranger lointain. Avec la résurgence de sa puissance, la Russie fait peur.

Cependant cette expansion – réelle mais aussi symbolique (retour idéologique à une « Grande Russie ») est ébranlée par une société russe fragile, qui a elle-même peur de son avenir. Vingt-cinq ans après la fin de l'URSS la population russe a été touchée par une série d'événements traumatisants. Une partie du territoire est pratiquement vide et ces déséquilibres régionaux représentent une réelle inquiétude, notamment avec la proximité de la Chine, bien plus peuplée que la Russie. Le pays connaît également de nombreuses angoisses existentielles comme la perte des valeurs et l'explosion des certitudes de l'époque soviétique. La stabilité d'avant a éclaté. Suite aux réformes très libérales des années 1990, la société en est sortie traumatisée. Les inégalités sont croissantes,

les tensions raciales, les problèmes identitaires, économiques et démographiques persistent. La Russie souffre de ses propres angoisses. *« Peu de pays au monde ont connu autant de changements sociétaux que la Russie ces trente dernières années : les frontières, le régime politique, l'économie, la vision du monde, les valeurs culturelles ont été transformés brutalement. Nul doute également que les Russes devront continuer d'affronter des changements de grande ampleur dans les décennies à venir. »*

Cet essai éclairant offre les clefs de compréhension de la Russie actuelle à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Un livre indispensable dans toutes les bibliothèques !

C. C.-S.

Histoire et mémoire dans l'espace postsoviétique : le passé qui encombre, Korine Amacher et Wladimir Berelowitch (dir.), Academia-L'Harmattan, 2013



L'Europe centrale et de l'Est vit depuis une dizaine d'années au rythme de politiques historiques et mémorielles : en Russie, en mai 2009, le président signe le décret de la création d'une Commission de lutte contre les tentatives de « falsification de faits et d'événements historiques réalisée dans le but de porter atteinte aux intérêts de la Russie » ; en 2010, le président ukrainien attribue le titre de héros national à Stepan Bandera, indépendantiste ukrainien et collaborateur nazi ; la catastrophe de Smolensk de 2010, dans laquelle meurt le président de la Pologne et une grande partie de l'élite politique et administrative du pays, fournit

encore aujourd'hui matière à des théories et politiques complotistes fortement controversées. Les exemples de lois mémorielles abondent, des programmes scolaires sont revisités, de nouveaux monuments érigés, s'inscrivant ainsi dans la construction de nouvelles narrations historiques des pays de l'ex-espace soviétique, toujours plus patriotiques, toujours plus nationales.

Cet ouvrage, issu d'un colloque international qui s'est tenu à Genève en mai 2011, offre des éclairages précieux de ces politiques historiques de l'action publique. Le lecteur y trouvera des contributions portant essentiellement sur la Russie, mais également sur la Biélorussie et sur l'Ukraine, s'articulant autour de quatre axes : les enjeux mémoriels des récits historiques ; la mémoire de la Seconde Guerre mondiale qui constitue encore aujourd'hui un lieu de clivages politiques ; l'histoire et la mémoire à l'école à travers l'analyse de certaines pratiques enseignantes et les manuels scolaires ; enfin, l'histoire et la mémoire au miroir des arts et de la littérature. Un riche ouvrage pour tous ceux qui souhaitent comprendre les ressorts sociohistoriques des initiatives mémorielles et plus largement des politiques publiques dans l'espace postsoviétique.

E. T.

Un camp de la mort oublié de la Biélorussie. *Maly Trostenets, Didier Chauvet,* *L'Harmattan, 2015*



La recherche sur le génocide nazi est l'une des plus dynamiques, non seulement en France, mais également en Europe et en Amérique du Nord. De nombreuses études publiées sur les camps d'Auschwitz-Birkenau, de Belzec, de Treblinka, de Sobibor, de même sur des camps de travail comme Buchenwald ou Dachau, participent de cette connaissance. L'ouvrage de Didier Chauvet y contribue en donnant au lecteur français un éclairage sur un de ces camps « mineurs », délaissés par l'historiographie, celui de Maly Trostenets, situé à la périphérie sud de Minsk en Biélorussie. Ce camp, situé dans un ancien kolkhoze de 200 hectares, devait servir pour des ravitaillements alimentaires de la Wehrmacht et de camp de travail pour des prisonniers soviétiques et juifs. Mais entre mai 1942 et juin 1944, le camp fonctionnera pour exterminer les Juifs venus du ghetto de Minsk, l'un des plus grands sur le territoire de l'ex-URSS, ainsi que

d'autres venus d'Allemagne, d'Autriche ou du Protectorat de Bohême-Moravie. Malgré une commission d'enquête soviétique qui se penche sur son sort en septembre 1944, cet épisode de la « Shoah par balle » reste relativement peu connu. Conformément à la narration historique officielle dans tout l'espace sous domination soviétique, la commission aboutit à la conclusion d'un lieu de mort de plus de 200 000 « citoyens soviétiques » ce qui participe à rendre silencieux ce massacre des Juifs biélorusses. Malgré la décision de la Cour fédérale de Coblenz de 1963 qui juge 11 membres de la police de sécurité de Minsk, coupables de meurtres de masse à Maly Trostenets, plusieurs autres facteurs contribuent à rendre ce camp de la mort quasi-inconnu du grand public : peu de témoins survivants ; une quasi-absence de traces du camp, les Allemands ayant détruit sa documentation, brûlés les corps et semé de l'herbe pour dissimuler le lieu du crime ; la guerre froide qui n'a pas favorisé de recherches pour des chercheurs non soviétiques. Il a fallu attendre les travaux de Zdenek Lederer qui, le premier, publie en 1953 la liste des déportés juifs de Teresina à Maly Trostenets. Le livre de Didier Chauvet constitue une première monographie de ce camp. Même s'il n'est pas basé sur des recherches personnelles, il indique au lecteur l'état des lieux historiographiques en le renvoyant vers les travaux de Hans Günther Adler, de Christian Gerlach ou de Paul Kohl. En sortant surtout Maly Trostenets petit à petit de l'oubli.

E. T.